

# OBSERVATOIRE DES ÉCONOMIES ILLICITES EN AFRIQUE DE L'OUEST

NUMÉRO **4** JUIN 2022

## En résumé

### 1. Les vols de bétail augmentent au Mali dans un contexte d'isolement politique croissant : La région de Mopti apparaît comme un épiceutre.

Le 18 juin 2022, des membres présumés de l'État islamique dans le Grand Sahara ont tué au moins 20 civils et saisi du bétail appartenant à des habitants du village d'Ebak, dans la commune d'Anchawadi, à 35 kilomètres au nord de Gao. Trois mois plus tôt, le 19 mars, les habitants de Niougoun, un village de la région de Ségou, dans le centre du Mali, ont perdu plus de 200 têtes de bétail aux mains de djihadistes présumés. Ces incidents ne sont que deux exemples des nombreux cas récents de vol de bétail dans le centre et le nord du Mali, une activité illicite qui a continué à se développer après un pic marqué en 2021. Les groupes armés, y compris les djihadistes, sont des acteurs centraux de l'économie lucrative du vol de bétail, exerçant un contrôle important sur le marché dans certaines zones et exploitant les vulnérabilités existantes des communautés. La recrudescence des vols de bétail en 2021 s'est produite parallèlement à l'isolement politique croissant du Mali et aux changements liés à la dynamique

sécuritaire du pays. La restructuration du paysage politique et sécuritaire au Mali a apparemment conduit à une plus grande impunité pour les acteurs non étatiques et les acteurs étatiques, ou affiliés à l'État, liés à l'économie du vol de bétail.

### 2. Le banditisme au nord du Niger : diffusion géographique et multiplication des auteurs.

L'attaque de bandes armées du 8 avril 2022 qui a fait deux morts parmi les militaires nigériens illustre deux tendances qui façonnent la dynamique du banditisme armé dans le nord du Niger depuis fin 2021. La première de ces tendances est la diffusion géographique des attaques, qui se sont étendues vers le sud à partir de leur concentration initiale dans des zones éloignées proches de la frontière libyenne. L'attaque d'avril s'est produite dans un nouveau point chaud - une zone appelée Plaque 50, située à seulement 300 kilomètres au nord-est d'Agadez. Une deuxième tendance est la fragmentation des acteurs à l'origine des attaques, avec la présence croissante de groupes criminels libyens et (surtout) nigériens. Ces derniers opèrent différemment des groupes armés tchadiens, qui sont depuis



longtemps les auteurs de banditisme dans les étendues de désert nigérien qui bordent la frontière libyenne. Cette expansion du réseau de groupes armés exploitant des activités licites et illicites dans le nord du Niger entraîne une détérioration marquée de la situation sécuritaire régionale.

### **3. La logique stratégique des enlèvements au Mali et au Burkina Faso.**

L'attention internationale portée à la question des enlèvements comme moyen de commerce au Sahel a considérablement diminué, en grande partie en raison de la réduction du nombre de ressortissants occidentaux qui en sont victimes. Cependant, le phénomène est loin d'avoir disparu. Au contraire, l'industrie du kidnapping dans le centre du Mali et le nord du Burkina Faso a fortement augmenté en 2021 et cette tendance ne montre aucun signe de ralentissement en 2022, la plupart des victimes étant des locaux pris dans la bataille entre les nombreux groupes armés opérant dans la région. L'analyse des cibles des enlèvements dans le centre du Mali et dans le nord et l'est du Burkina Faso, deux des régions les plus touchées, suggère que, bien que les enlèvements contre rançon constituent une source principale de revenus pour les groupes armés, ils fonctionnent principalement comme un instrument de guerre, manié à des fins d'intimidation, de punition et de

recrutement, le profit ne figurant souvent que comme une motivation secondaire.

### **4. La recrudescence de la cybercriminalité dans l'État d'Oyo, au Nigeria, a entraîné un pic d'arrestations et l'implication du groupe de lutte contre la criminalité Amotekun, mais des réponses alternatives sont nécessaires.**

En février 2022, un commandant du réseau de sécurité du Nigeria occidental, dont le nom de code est « Opération Amotekun », a signalé que le groupe s'était concentré sur la répression des cybercriminels, connus localement sous le nom de « Yahoo Boys ». Le commandant a qualifié les Yahoo Boys de « menace » pour la sécurité des États du sud-ouest du pays. Cette déclaration est intervenue dans un contexte de recrudescence de la cybercriminalité dans le sud-ouest du Nigeria, malgré l'intensification des arrestations. Les forces de l'ordre ont intensifié leurs interventions dans l'État d'Oyo, et en particulier dans la capitale Ibadan, plaque tournante de la cybercriminalité où les Yahoo Boys sont très présents. Toutefois, les mesures prises ne semblent pas être à la hauteur. L'inclusion de groupes d'autodéfense mal réglementés dans les réponses à des marchés illicites essentiellement non violents risque d'aggraver les griefs et l'instabilité, un scénario que le Nigeria ne peut se permettre.

## **À PROPOS DE CE NUMÉRO**

Le quatrième numéro du Bulletin des risques des économies illicites en Afrique de l'Ouest se concentre principalement sur la région du Sahel, une zone souffrant de niveaux élevés de violence, de conflit et d'instabilité. Ce numéro débute par un article sur la recrudescence des vols de bétail depuis 2021 ; dans la région de Mopti (centre du Mali), le nombre de bovins volés a été multiplié par trois, passant d'une moyenne annuelle d'environ 42 000 à près de 130 000 en 2021. La recrudescence des vols de bétail en 2021 s'est produite parallèlement à l'isolement politique croissant du Mali et aux changements liés à la dynamique sécuritaire du pays.

De l'autre côté de la frontière, au Niger voisin, les récentes attaques illustrent deux tendances clés qui façonnent la dynamique du banditisme armé dans le nord du Niger depuis fin 2021, à savoir la diffusion

géographique des attaques de bandits et la fragmentation des acteurs qui en sont responsables. Cette expansion de la constellation des groupes armés s'attaquant aux activités licites et illicites dans le nord du Niger présente une détérioration marquée de la situation sécuritaire régionale.

Dans toutes les régions du Sahel et au Nigeria, les enlèvements contre rançon constituent une économie illicite de premier plan qui multiplie les préjudices pour les communautés et, dans certains contextes, procure des revenus importants aux groupes armés. Le troisième article de ce numéro examine comment la dynamique entourant l'industrie du kidnapping au Mali et au Burkina Faso a changé au cours des cinq dernières années, pour aboutir à une recrudescence d'incidents en 2021 et 2022 qui visent avant tout les populations locales. Alors qu'auparavant, les enlèvements contre rançon étaient

principalement évalués sous l'angle des flux de revenus vers les acteurs armés, cet article explore la façon dont ils sont utilisés comme un outil de gouvernance des groupes armés.

Le dernier article explore l'implication du groupe d'autodéfense Amotekun dans la réponse à la montée de la cybercriminalité dans l'État d'Oyo au Nigeria, dans un

cas évident de dérive de mission. Les réponses en matière de développement sont nécessaires pour compléter les actions déjà renforcées en matière d'application de la loi - l'inclusion de groupes d'autodéfense mal réglementés dans les réponses aux marchés illicites généralement non violents risque d'aggraver les griefs et l'instabilité, rendant ainsi les interventions contre-productives.

# 1. Les vols de bétail augmentent au Mali dans un contexte d'isolement politique croissant : La région de Mopti apparaît comme un épiceutre.

Le 18 juin 2022, des djihadistes présumés de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) ont tué au moins 20 civils et saisi du bétail appartenant aux habitants du village d'Ebak, dans la commune d'Anchawadi.<sup>1</sup> Les hommes armés sont arrivés à Ebak, à 35 kilomètres au nord de Gao, sur des motos. Cette attaque est typique de l'ISGS, dont on sait qu'il opère dans la région de Gao au Mali.<sup>2</sup>

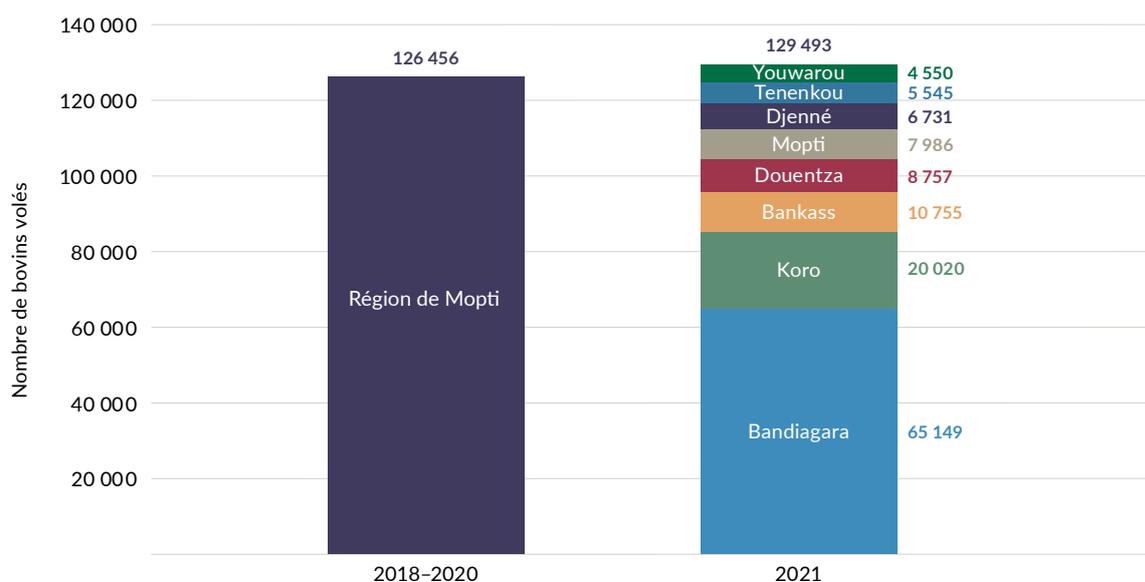
Trois mois auparavant, le 19 mars 2022, les habitants de Niougoun, un village de la région de Ségou, dans le centre du Mali, ont perdu plus de 200 têtes de bétail aux mains de djihadistes présumés.<sup>3</sup> Après plusieurs missions infructueuses pour récupérer le bétail, les autorités traditionnelles ont décidé d'intervenir.

Les chasseurs connus sous le nom de Dozo, qui assurent la sécurité dans la région, ont au contraire saisi illégalement une poignée de têtes de bétail dans un village voisin. Cet épisode a déclenché un affrontement entre les deux communautés et la police locale, et la

tension est montée d'un cran lorsque des femmes et des jeunes sont descendus dans la rue pour protester et exiger la restitution du bétail volé.

L'incident de Ségou n'est qu'un des nombreux incidents qui alimentent actuellement les tensions entre les différentes factions des communautés, et avec les forces de l'ordre, dans tout le centre du Mali et également dans le nord du pays. Selon un chef de village de la région de Tombouctou, dans le nord du Mali : « [...] le vol de bétail est directement lié au conflit armé en cours, comme le montre le tableau suivant, les communautés lancent des attaques de représailles et des contre-attaques au Mali et dans les zones frontalières.<sup>4</sup>

Bien que le vol de bétail ne soit pas un phénomène nouveau, depuis 2017, l'implication des groupes armés dans cette industrie dans le centre et le nord du Mali a largement fait gonfler l'ampleur du marché, et les profits qui y sont associés. Selon les chiffres officiels, le volume de



**Figure 1** Nombre cumulé de bovins volés dans la région de Mopti, Mali, 2018-2020 versus 2021.

Bureau du gouverneur de la région de Mopti, Rapport de la conférence régionale sur le vol de bétail dans la région de Mopti, ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, 7 décembre 2021.

bétail volé dans les régions de Gao, Ménaka, Mopti et Tombouctou au Mali en 2021 n'a jamais été aussi important. Dans la région de Mopti (centre du Mali), le nombre de bovins volés a été multiplié par trois, passant d'un chiffre annuel moyen d'environ 42 000 à près de 130 000 en 2021.<sup>5</sup> Des membres de la communauté et des responsables locaux interrogés dans les régions de Mopti, Gao, Ménaka et Tombouctou en mars et avril 2022 ont confirmé que les vols de bétail ont depuis continué à s'intensifier au cours du premier semestre 2022.<sup>6</sup>

Pourtant, parallèlement à cette escalade, la réactivité de l'État dans de nombreuses parties de ces régions aurait diminué au cours de l'année écoulée.<sup>7</sup> Selon un chef de communauté de la région de Tombouctou, alors que « les djihadistes vont où ils veulent en moto, même dans les zones où l'interdiction des motos et des véhicules reste en vigueur »,<sup>8</sup> les agents de l'administration locale et de la sécurité du gouvernement malien se sont de plus en plus déplacés vers les zones urbaines voisines, et sont moins susceptibles d'agir sur les cas de vol de bétail qui leur sont signalés.<sup>9</sup> Des entretiens avec d'autres membres de la communauté dans ces régions ont confirmé ces tendances.<sup>10</sup>

L'implication des groupes armés dans le vol de bétail et le confinement de nombreux fonctionnaires dans les centres urbains de ces régions du centre et du nord du Mali semblent s'être accélérés à la suite du retrait des forces françaises et européennes en 2021 et 2022, en réponse

aux retombées diplomatiques et politiques entre le Mali et ses principaux partenaires occidentaux.<sup>11</sup>

### Les vols de bétail au Mali s'intensifient depuis 2021

Auparavant limité et sporadique, le vol de bétail est devenu une menace majeure depuis le début de la crise sécuritaire malienne en 2012. Selon le président de la Chambre régionale d'agriculture du district de Bamako, « ce n'est plus un simple vol, mais un pillage de troupeaux. Ils rassemblent des centaines, voire des milliers de bovins et les revendent dans les pays voisins.<sup>12</sup>

Alors qu'avant la crise sécuritaire actuelle, le vol de bétail était largement considéré comme une forme de « banditisme ordinaire », il s'est transformé depuis 2017 en une forme de criminalité très organisée, impliquant un large éventail d'acteurs différents, notamment des bandits et des groupes armés avec ou sans orientation idéologique, y compris des groupes extrémistes.<sup>13</sup>

Les vols de bétail ont atteint de nouvelles proportions en 2021 (avec plus de 170 000 têtes de bétail déclarées volées) et ont continué à augmenter tout au long du premier semestre 2022.<sup>14</sup> La région de Mopti - où plus de 125 000 têtes de bétail ont été déclarées volées en 2021 - est l'épicentre de l'activité de vol de bétail dans le pays, les *cercles de* Badiagara et de Koro étant particulièrement touchés.<sup>15</sup> Selon les chiffres officiels, le nombre de troupeaux volés à Mopti en 2021 a dépassé celui enregistré en 2018, 2019 et 2020 réunis (voir Figure 1).<sup>16</sup>

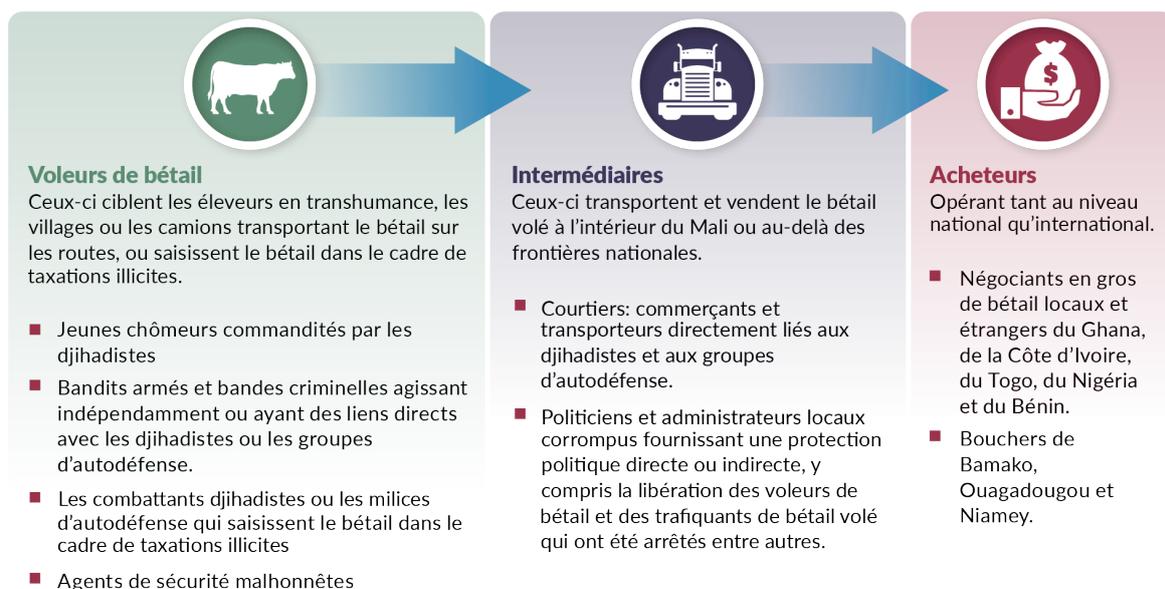


Figure 2 Chaîne d'approvisionnement en bétail volé impliquant des acteurs locaux et étrangers.

Les troupeaux de Koro, Bandiagara et Bankass - les trois cercles de la région de Mopti qui comptent le plus grand nombre de bovins volés en 2021 - sont transportés au Burkina Faso et au Niger via des nœuds de transit clés tels que Sikasso, Bamako et Mopti, ainsi qu'en Mauritanie via Ouroali et Tenenkou.<sup>17</sup>

La recrudescence des vols de bétail en 2021 s'est produite parallèlement à l'isolement politique croissant du Mali et aux changements liés à la dynamique sécuritaire du pays. Dans la région de Mopti, depuis décembre 2021, l'armée malienne a intensifié les opérations conjointes avec le Groupe Wagner.<sup>18</sup> Dans le même temps, la Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) aurait connu des difficultés d'accès accrues.<sup>19</sup> Les préoccupations concernant les violations des droits de l'homme commises par des officiers militaires à Mopti se sont intensifiées au cours du deuxième trimestre 2022.<sup>20</sup>

L'annonce en février du retrait des troupes françaises du territoire malien, et l'annonce en mai de la sortie du Mali du G5 Sahel, y compris de la force conjointe visant à combattre les groupes armés dans la région, signalent un isolement politique supplémentaire.<sup>21</sup> Bien que le mandat de la MINUSMA doit être renouvelé le 30 juin, il est probable que la mission de maintien de la paix des Nations unies continuera à faire face à des défis opérationnels et sécuritaires, en particulier dans la région de Mopti, compte tenu de l'isolement politique croissant des autorités maliennes de transition.

### Le rôle central des groupes armés dans les vols de bétail

Les groupes armés du Burkina Faso et du Mali, y compris les groupes djihadistes, sont des acteurs centraux de l'économie lucrative du vol de bétail.<sup>22</sup> Les autres acteurs clés sont les transporteurs, qui conduisent les camions sur de longues distances jusqu'aux grandes

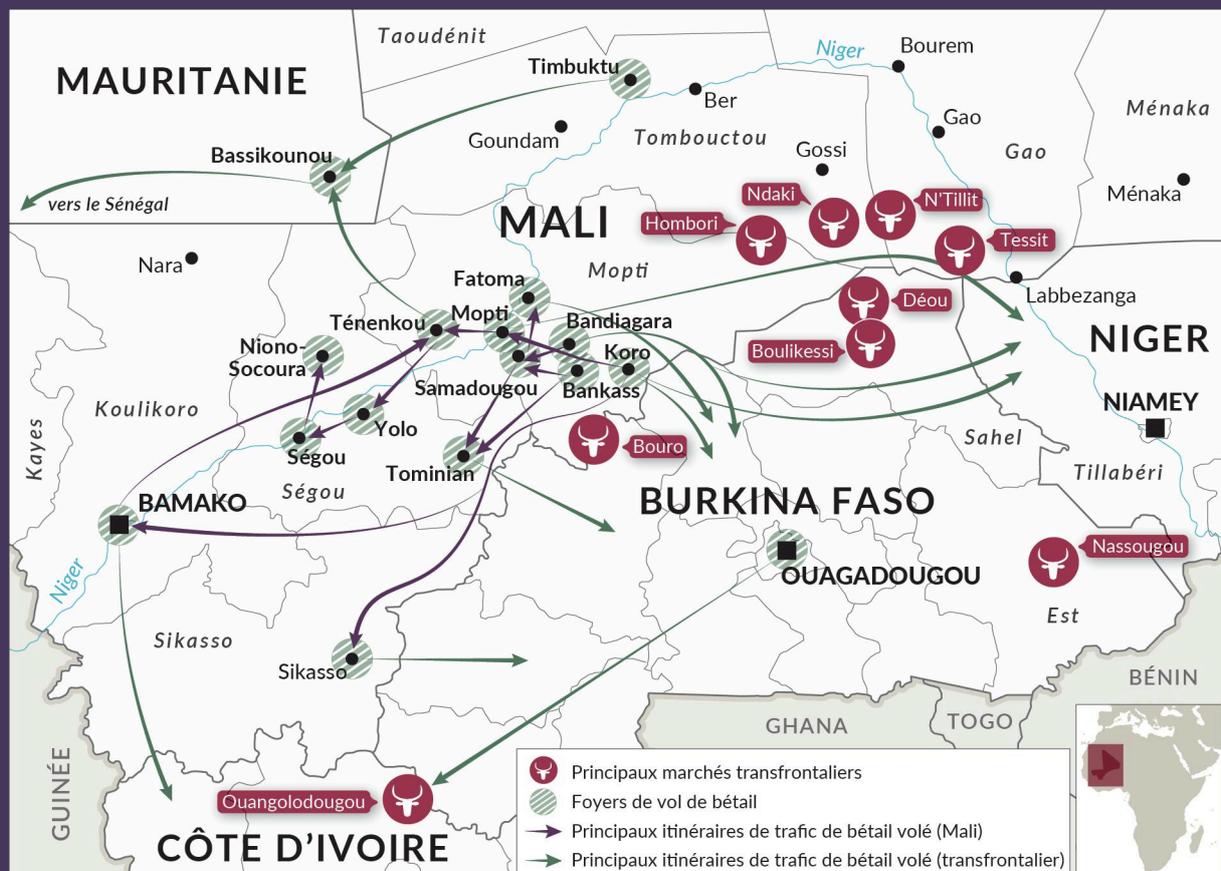


Figure 3 Itinéraires de vol de bétail dans la région de Liptako-Gourma.

villes du Mali et au-delà des frontières ; les commerçants qui coordonnent la vente de bétail sur les marchés locaux et transfrontaliers ; et les acteurs liés à l'État, notamment les individus corrompus dans l'armée, les forces de sécurité, les administrateurs de l'État et les politiciens, qui protègent ou ferment les yeux sur ce commerce (voir Figure 2).<sup>23</sup>

Les groupes armés opérant dans la région de Mopti ciblent le bétail pendant qu'il paît dans les champs, qu'il est transporté sur les routes de transhumance ou

dans des camions le long des routes principales.<sup>24</sup> Ainsi, dans le *cercle de Djenné* de la région de Mopti, en octobre 2021, des éleveurs qui avaient déplacé leur bétail vers les pâturages des plaines voisines de Méma<sup>25</sup> ont été dépouillés de leurs troupeaux par des bandits alors qu'ils cherchaient à rentrer chez eux. Les éleveurs qui ont opposé une quelconque résistance ont été kidnappés et leurs familles ont été contraintes de donner du bétail en guise de rançon.<sup>26</sup> Dans certains cas, les camions transportant du bétail déjà volé sont eux-mêmes la cible d'attaques.

### COUP D'ŒIL SUR : LES PROFITS DU VOL DE BÉTAIL RÉCOLTÉS PAR ANSAR AL-ISLAM AU BURKINA FASO



Bétail dans le village de Koriomé, sur les rives du fleuve Niger.

*Photo : Timbuktu Centre for Strategic Studies on the Sahel*

Bien que la région de Mopti soit l'épicentre de l'activité de vol de bétail dans le Sahel, de nombreuses autres régions sont gravement touchées par cette économie illicite. Une proportion importante du bétail volé au Mali est transportée de l'autre côté de la frontière, au Burkina Faso voisin, où des profits importants peuvent être réalisés grâce à la vente du bétail volé.

Comme au Mali, les groupes armés du Burkina Faso sont intimement impliqués dans l'économie illicite. Entre 2017 et 2021, le groupe Ansar al-Islam, lié à l'État

islamique, a vendu des millions de têtes de bétail et d'autres animaux à travers le pays.<sup>32</sup> Les commerçants liés aux djihadistes reçoivent chacun entre 80 et 100 têtes de bétail à vendre à des prix très bas, allant de 175 000 à 200 000 francs CFA par tête. Un commerçant de bétail burkinabé proche d'Ansar al-Islam a déclaré : « C'est très rentable pour les petits commerçants de la région, où le prix d'une vache varie entre 250 000 et 500 000 francs CFA. Nous faisons d'énormes profits avec les troupeaux que nous achetons aux djihadistes, même si nous savons que c'est illégal.<sup>33</sup>



**Figure 4** Points chauds de vol de bétail et présence de groupes armés et de forces internationales.

NOTE: \*Le retrait des forces armées françaises de la base militaire de Gao est prévu pour la fin de l'été.

Les tactiques des groupes armés exploitent les vulnérabilités existantes des communautés. D'après un éleveur de la région de Tombouctou, les groupes armés engagent régulièrement des groupes de jeunes chômeurs, les arment, les chargent de mener à bien des opérations d'abattage de bétail en leur nom et récoltent la majorité des revenus.<sup>27</sup> Ce phénomène crée un cycle de vulnérabilité : un propriétaire de bétail de la région de Tombouctou a fait remarquer que « tout jeune malien qui a vu ses parents se faire voler leurs troupeaux par des bandits ou a perdu ses parents à cause de bandits, de djihadistes ou de l'armée, est devenu une proie facile à recruter pour les bandits et les djihadistes »<sup>28</sup>

Dans certaines régions du centre du Mali et du nord du Burkina Faso, les groupes extrémistes exercent un

contrôle important sur le marché du vol de bétail, dictant les prix et les mécanismes commerciaux. Par exemple, en 2020, les chefs de gangs criminels locaux du nord du Burkina Faso ayant des liens directs avec la Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM/GSIM), affiliée à Al-Qaïda, ont reprogrammé des jours de marché auparavant réguliers afin de pouvoir vendre rapidement les troupeaux volés à des jours ad hoc pour éviter les patrouilles de contrôle des troupes françaises et les frappes spontanées de drones par les forces étrangères.<sup>29</sup>

En échange de leur protection, les djihadistes imposent également des taxes sur les troupeaux dans des villages entiers ou des zones plus vastes qu'ils contrôlent. Cette politique est appliquée par la saisie du bétail des villageois qui ne la respectent pas.<sup>30</sup> Par exemple, depuis 2021, le

*cercle* de Youwarou dans la région de Mopti est largement contrôlé par la Katiba Macina (un groupe constitutif du JNIM/GSIM), qui impose la *zakat* aux propriétaires de troupeaux. Les hommes armés de la Katiba Macina exigent un veau mâle pour 30 têtes de bétail et un veau femelle pour 40 têtes de bétail. Les djihadistes vendent le bétail de la *zakat* sur les marchés locaux et empochent la moitié des recettes, distribuant l'autre moitié aux membres vulnérables de la communauté.<sup>31</sup>

Selon les membres des communautés et les négociants en bétail interrogés, la recrudescence sans précédent des vols de bétail en 2021, en particulier dans la région

de Mopti, s'est poursuivie sans relâche au cours du premier semestre de 2022. L'intensification de l'activité de vol de bétail dans le centre du Mali et les régions environnantes s'est produite parallèlement à l'évolution des dynamiques de pouvoir entre les groupes armés responsables de l'écrasante majorité des incidents de vol de bétail, les forces de l'État malien et les forces internationales présentes dans le pays. La restructuration du paysage politique et sécuritaire au Mali a apparemment conduit à une plus grande impunité pour les acteurs non étatiques et les acteurs étatiques ou affiliés à l'État liés à l'économie du vol de bétail au centre du Mali.

## Notes

1. Mariam Coulibaly, Mali : une vingtaine de civils tués dans une attaque au nord de Gao, de nombreux déplacés, L'Infodrome, 20 juin 2022, <https://www.linodrome.com/afrique-monde/78234-mali-une-vingtaine-de-civils-tues-dans-une-attaque-au-nord-de-gao-de-nombreux-deplaces>.
2. Agence France-Presse, Au moins 20 civils et un Casque bleu tués par des hommes armés, La Presse, 19 juin 2022, <https://www.lapresse.ca/international/afrique/2022-06-19/mali-au-moins-20-civils-et-un-casque-bleu-tues-par-des-hommes-armes.php>.
3. Demba Konte, Dougabougou, Cercle de Segou : Vive tension entre forces de l'ordre et la population à Niougoun suite à la disparition de plus de deux cent têtes de bétails, Le Nouvel Horizon, 29 mars 2022.
4. Entretien de recherche sur les vols de bétail de GI-TOC avec un chef de village à Diré, région de Tombouctou, 18 mars 2022.
5. Bureau du gouverneur de la région de Mopti, Rapport de la conférence régionale sur le vol de bétail dans la région de Mopti, ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, 7 décembre 2021.
6. Entretien avec un responsable de la Chambre régionale d'agriculture de Bamako, le 20 mars ; ce responsable a déclaré : «Le Mali doit renforcer sa sécurité et sa surveillance des frontières avec les pays voisins et collaborer avec eux afin de régler le mouvement du bétail. Sinon, la situation actuelle ne peut que s'aggraver» ; entretien avec le commandant d'un ancien groupe rebelle dans la région de Tombouctou, le 23 mars 2022, qui a déclaré : «Les éleveurs doivent assister chaque année au vol de leur bétail dans une situation qui ne cesse d'empirer, car les groupes terroristes et les rebelles, en collusion avec les chefs traditionnels, les commerçants et les transporteurs, s'organisent pour voler le bétail dans le nord et le centre du Mali afin de le vendre à Bamako».
7. Le rapport du 7 décembre 2021 du Bureau du Gouverneur de la région de Mopti, cité plus haut, donne l'exemple de la ville de Bankass, où les forces de sécurité étaient concentrées, laissant le reste du *cercle* à la merci des groupes armés qui attaquent les villages en toute impunité. Fin mai 2022, les médias ont laissé entendre que la tâche de combattre les djihadistes dans la région de Ménaka avait été confiée à un ancien groupe rebelle allié au gouvernement. Voir China.org.cn, Mali : le MSA annonce avoir tué une trentaine de terroristes (communiqué), 28 mai 2022, [http://french.china.org.cn/foreign/txt/2022-05/28/content\\_78241485.htm](http://french.china.org.cn/foreign/txt/2022-05/28/content_78241485.htm). Dans le rapport du 28 mai 2022, le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) a exhorté les gouvernements malien et nigérien à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre un terme à la vague de crimes de masse en cours, qui entraîne l'extermination des populations et la destruction de l'économie locale par le vol de bétail.
8. Entretien avec un chef communautaire dans la région de Ménaka, dans le nord du Mali, le 18 mars 2022. L'interdiction des motos et autres véhicules a été introduite dans le cadre d'une opération antiterroriste portant le nom de code Dambé.
9. Les deux principaux groupes djihadistes sont la Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM), affiliée à Al-Qaïda, et la création d'une nouvelle cellule appelée État islamique dans le Grand Sahara (ISGS). Les principales milices d'autodéfense
10. Entretien avec le président de la Chambre régionale d'agriculture du district de Bamako, 17 mars 2022 ; entretien avec un chef de communauté dans la région de Ménaka, 18 mars 2022 ; entretien avec un chef de village à Diré, région de Tombouctou, 18 mars 2022.
11. Counter Extremism Project, Mali: Extremism and Terrorism, 2022, <https://www.counterextremism.com/countries/mali/report>.
12. Entretien avec le président de la Chambre régionale d'agriculture du district de Bamako, 17 mars 2022.
13. William Assanvo, et al, *Violent extremism, organised crime and local conflicts in Liptako-Gourma*, Institute for Security Studies, décembre 2019, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-26-eng.pdf>.
14. Les chiffres fournis par le ministère malien de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche montrent que les plus de 125 000 têtes de bétail volées dans la région de Mopti représentent plus des deux tiers du nombre total (plus de 170 000 têtes de bétail) volé dans toutes les régions les plus touchées par le vol de bétail (Mopti, Gao, Ménaka, Ségou et Tombouctou) réunies.
15. Les communes les plus touchées dans les *cercles* de Badiagara et de Koro (unités administratives de deuxième niveau) sont Séguéré, Métoumou, Diannati, Wadouba et Kénié.
16. Bureau du gouverneur de la région de Mopti, Rapport de la conférence régionale sur le vol de bétail dans la région de Mopti, ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, 7 décembre 2021.
17. Les principaux marchés de destination sont situés le long de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso, notamment à Bouro dans le Soum, à Deou dans l'Oudalan et à Nassougou dans le Fada N'Gourma (capitale de la région Est du Burkina Faso et de la province du Gourma).

18. Conseil de sécurité, Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali, 2 juin 2022.
19. Ibid.
20. Ibid.
21. AFP, *Mali junta breaks off from defence accords with France*, France24, 3 mai 2022, <https://www.france24.com/en/africa/20220502-mali-junta-breaks-off-from-defence-accords-with-france>; AFP, *Mali withdraws from G5 Sahel regional anti-jihadist force*, France24, 16 May 2022, <https://www.france24.com/en/africa/20220515-mali-withdraws-from-g5-sahel-regional-anti-jihadist-force>
22. Parmi les groupes armés notables, citons Ansar al-Islam, Serma Katiba, Volontaires de la défense de la patrie (VDP) et le groupe d'autodéfense Koglweogo au Burkina Faso, ainsi que Katiba Macina (Front de libération du Macina), GATIA, HCUA, MNLA et Dan Na Ambassagou au Mali.
23. Entretien avec un chef de groupe armé dans la région de Tombouctou, le 23 mars 2022 ; entretien avec un chef communautaire dans la ville de Ménaka, le 18 mars 2022.
24. Par exemple, à Koro, Bandiagara et Douentza, des groupes armés volent les troupeaux dans les villages et se livrent à des vols sur autoroute, ciblant les camions transportant les troupeaux volés et volés. Bureau du gouverneur de la région de Mopti, Rapport de la conférence régionale sur le vol de bétail dans la région de Mopti, ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, 7 décembre 2021.
25. Le Méma est une terre riche en dépôts alluviaux, située au nord de Massina, au sud-ouest de la région des lacs, et à l'ouest du lac Debo et du delta intérieur du Niger.
26. Entretiens avec diverses parties prenantes à Koro, 8 avril 2022.
27. Entretien avec un éleveur dans la région de Tombouctou, le 24 mars 2022.
28. Entretien avec un propriétaire de bétail dans la région de Tombouctou, le 24 mars 2022.
29. Entretiens avec des habitants de la ville de Gorom-Gorom, dans le nord du Burkina Faso, septembre 2021.
30. Entretiens avec diverses parties prenantes à Koro, 8 avril 2022.
31. Entretiens avec diverses parties prenantes dans le centre du Mali, du 30 mars au 3 avril 2022.
32. Entretiens avec des commerçants burkinabés dans la ville de Gorom-Gorom, septembre 2021, y compris le récit détaillé d'un commerçant de bétail burkinabé proche d'Ansar al-Islam.
33. Entretien avec un commerçant de bétail burkinabé proche d'Ansar al-Islam, septembre 2021.

## 2. Le banditisme au nord du Niger : diffusion géographique et multiplication des auteurs.

Le 8 avril 2022, deux membres de l'armée nigérienne ont été tués lors d'une attaque de bandits près de la Plaque 50, une zone proche de la route principale, à 300 kilomètres au nord-est d'Agadez.<sup>1</sup> Le groupe de militaires en congé se rendait à Agadez dans un véhicule de location lorsqu'il a été attaqué par des bandits armés, qui les ont probablement pris pour des civils.<sup>2</sup>

Cet incident met en lumière deux tendances qui façonnent la dynamique du banditisme armé dans le nord du Niger depuis fin 2021 : la diffusion géographique des attaques, qui se sont étendues vers le sud à partir de leur concentration initiale dans des zones éloignées proches de la frontière libyenne, et la fragmentation des acteurs à l'origine des attaques, les groupes criminels libyens et surtout nigériens étant de plus en plus importants. Ces groupes opèrent différemment des groupes armés tchadiens, qui sont depuis longtemps les auteurs d'actes

de banditisme dans les étendues de désert nigérien qui bordent la frontière libyenne.

Bien que le banditisme armé ne soit pas un phénomène nouveau dans le nord du Niger, il s'est développé depuis 2016 à mesure que les options de subsistance ont diminué. La criminalisation du trafic illicite de personnes, qui a porté un coup important aux options de subsistance locales, est l'un des facteurs à l'origine de l'intensité croissante du banditisme.<sup>3</sup> Un autre facteur est l'augmentation de la contrebande de marchandise de grande valeur – tels que la drogue et les véhicules – par le nord et le nord-ouest du Niger, qui est également riche en or rendant ainsi le banditisme plus lucratif.<sup>4</sup>

Une nouvelle augmentation du banditisme depuis juillet 2020 est corrélée à la présence croissante d'anciens mercenaires tchadiens dans le sud de la Libye, le nombre d'emplois pour les combattants tchadiens en tant que



### FACT – Front pour l'alternance et la concorde au Tchad

Le FACT est une organisation politique et militaire créée par SG Mahamat Mahdi Ali en mars 2016 à Tanua, au Tchad. Le FACT est principalement composé des Daza Goran.



### CCMSR – Conseil de commandement militaire pour le salut de la république

Fondé en 2016, le CCMSR mène actuellement ses opérations dans les régions frontalières du nord du Tchad, du sud de la Libye, de l'est du Niger et de l'ouest du Soudan. Le CCMSR recrute parmi les Kreda Goran (du nord du Tchad) et les Arabes.



### UFDD – Union des forces pour la démocratie et le développement

L'UFDD est le plus grand groupe de forces rebelles tchadiennes opposées à l'ancien président Idriss Déby. Elle a été formée en octobre 2006 sous la direction de Mahamat Nouri. L'UFDD est principalement composée des Goran Anakaza.

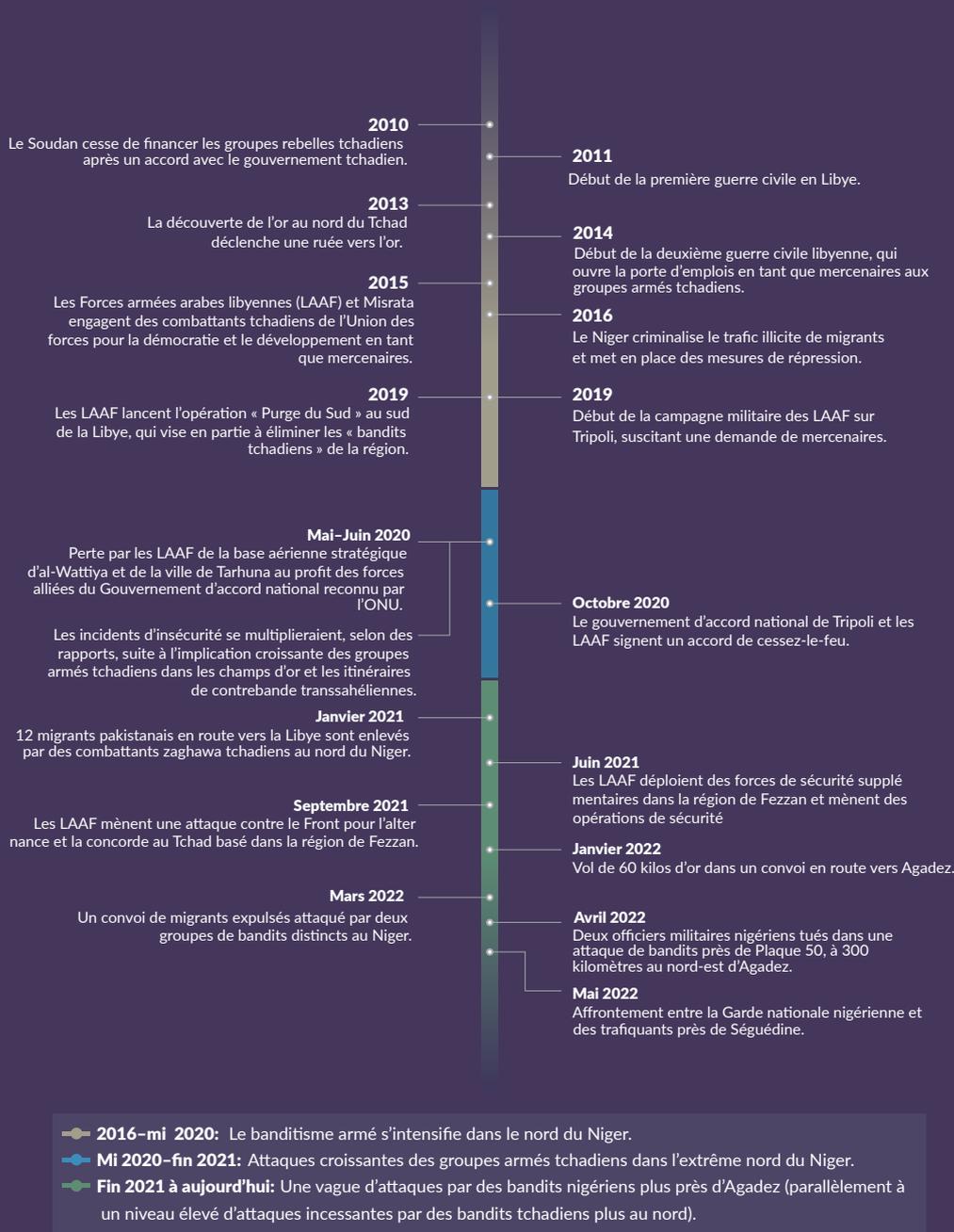


### UFR – Union des forces de la résistance

L'UFR est une alliance de huit mouvements rebelles tchadiens fondée en décembre 2008 par Timan Erdimi, neveu de l'ancien président Idriss Déby. L'UFR est composée en grande partie de Bideyat Zaghawa (de l'est du Tchad).

Figure 5 Principaux groupes armés tchadiens.

## PHASES DE L'ÉCONOMIE DU BANDITISME ARMÉ AU NORD DU NIGER



mercenaires dans la guerre libyenne ayant diminué. Les mercenaires tchadiens sont particulièrement présents dans le champ aurifère de Kouri Bougoudi, qui chevauche la frontière entre le Tchad et la Libye, d'où ils se livrent à des activités prédatrices dans le nord du Niger.

La vague d'attaques contre des convois et des groupes près des routes principales plus proches d'Agadez depuis fin 2021, et l'importance croissante des groupes nigériens, marquent une nouvelle évolution de l'économie du banditisme armé dans la région, et augmentent encore les

risques de protection auxquels sont confrontés les migrants qui transitent dans la région, le plus souvent par les services des réseaux de passeurs.

Depuis le début de la deuxième guerre civile libyenne en 2014, et particulièrement après la campagne 2019-2020 de la LAAF à Tripoli, les combattants tchadiens ont été des acteurs clés opérant en tant que mercenaires pour les deux parties. En tant que source relativement peu coûteuse mais expérimentée et sacrificable de combattants de première ligne, les mercenaires tchadiens sont devenus des atouts précieux dans le conflit. L'accord de cessez-le-feu du 23 octobre 2020 signé entre le gouvernement d'entente nationale reconnu par l'ONU à Tripoli et les FALA a marqué une désescalade du conflit.

L'une des principales caractéristiques de l'accord de cessez-le-feu était, selon les termes du chef par intérim de la mission de l'ONU en Libye, « le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces étrangères et de tous les mercenaires de l'ensemble du territoire libyen ». <sup>5</sup> Alors que l'attention internationale s'est principalement concentrée sur le départ des forces mercenaires syriennes soutenues par la Russie et la Turquie - considérées comme essentielles pour parvenir à la paix, étant donné leur soutien aux factions libyennes opposées dans la guerre - ce décret s'appliquait également aux combattants tchadiens.

Bien que l'accord n'ait pas été entièrement mis en œuvre, la demande de mercenaires a diminué et de nombreux mercenaires tchadiens ont été démobilisés et sont retournés à leurs bases dans le désert au sud de Murzuq et près du champ d'or de Kouri Bougoudi. <sup>6</sup> Face à la diminution des revenus provenant de l'engagement de mercenaires, les combattants tchadiens ont consolidé leurs positions dans les économies criminelles sahéliennes, cherchant à trouver de nouvelles sources de revenus et à consolider celles existantes. <sup>7</sup>

Les acteurs tchadiens sont donc de plus en plus impliqués dans la coordination, la protection ou l'attaque de réseaux licites et illicites coordonnant le transport, la contrebande et le trafic de personnes, d'or et de véhicules, de marchandises (y compris des denrées alimentaires) et de drogues de grande valeur (comme la résine de cannabis et la cocaïne). Les revenus de ces activités sont importants. Les combattants tchadiens qui escortent les trafiquants de drogue à travers le nord du Niger, le nord du Tchad et le sud de la Libye peuvent gagner jusqu'à environ 5 000 €

par voyage, tandis que le détournement de ces convois peut rapporter jusqu'à six fois cette somme grâce à la vente des marchandises saisies. <sup>8</sup>

Depuis le milieu de l'année 2020, alors qu'un nombre croissant d'anciens mercenaires tchadiens se sont tournés vers les marchés illicites pour obtenir des revenus, les attaques contre les réseaux licites et illicites dans le nord du Niger et du Tchad ont connu un pic. <sup>9</sup> Les victimes identifient généralement les groupes armés responsables comme étant tchadiens, composés de membres de la communauté zaghawa de l'est du Tchad. Ces groupes tchadiens tirent parti de l'expérience considérable qu'ils ont acquise en combattant dans les conflits internes de la Libye, ainsi que du matériel et des véhicules acquis pendant le conflit, pour opérer dans de vastes zones entre le nord du Tchad, le nord du Niger et le sud de la Libye, et cibler des réseaux criminels bien armés.

Les groupes se déplacent avec fluidité entre le transport, la protection et la prédation des convois licites et illicites. Le 21 mai, un membre de la Garde nationale nigérienne en patrouille près de Seguedine, une ville située au milieu du désert du Sahara dans le centre-est du Niger, a été tué alors qu'il poursuivait des *passeurs* présumés, qui sont généralement une source de revenus pour les gardes. <sup>10</sup> En réalité, la proie s'est avérée être un groupe de trafiquants bien armés, qui ont riposté à cette traque en tirant sur le véhicule des gardes et en tuant un. Selon un acteur bien au fait de l'incident, le groupe « était composé de Toubous qui faisaient de la contrebande de tramadol ». Ils ne menaient pas une opération de banditisme à ce moment-là. Mais ils pouvaient aussi se tourner vers le banditisme lors de leur prochaine mission, après leur opération de trafic. <sup>11</sup>

Les forces de sécurité nigériennes et tchadiennes n'ont pas été en mesure de contenir cette menace dans la zone tri-frontalière Tchad-Libye-Niger, <sup>12</sup> ce qui a encouragé la création de groupes d'autodéfense armés locaux pour protéger la capacité de ces groupes préexistants à participer aux économies illicites régionales. Par exemple, en avril 2021, une soixantaine de *passeurs* Toubous ont créé un comité d'« autodéfense » chargé de dissuader les attaques de bandes armées dans la région des trois frontières. <sup>13</sup> Alors que les représentants du comité auraient constaté « une forte réduction des attaques dans la région » dans les mois qui ont suivi la création du comité d'autodéfense, cette diminution s'est avérée temporaire, bien que le comité continue à se mobiliser en fonction des besoins. <sup>14</sup>

### De fin 2021 à aujourd'hui : diffusion géographique et fragmentation des acteurs

Depuis la fin de l'année 2021, le suivi de la GI-TOC a permis de constater une augmentation tangible des attaques des groupes criminels nigériens sur les routes principales reliant Agadez et Dirkou, particulièrement concentrées autour de la Plaque 50, lieu de l'attaque d'avril 2022 contre des officiers militaires nigériens.

Ces attaques se distinguent de celles généralement perpétrées par les groupes armés tchadiens, qui opèrent principalement dans les vastes zones désertiques de l'extrême nord du Niger et du Tchad, et sur des routes éloignées plutôt qu'à proximité des grandes artères. Les réseaux nigériens cherchent généralement à voler du carburant, des véhicules et des marchandises plutôt que les produits de grande valeur transitant par les zones de l'extrême nord, qui sont généralement la cible des groupes armés tchadiens. Il est probable que ces bandits locaux soient dépourvus de la capacité opérationnelle et l'expérience du combat des bandits tchadiens.

Un nombre croissant d'attaques de ce type visent les convois de passeurs, ce qui représente une menace croissante pour les migrants qui transitent dans la région.<sup>15</sup> Le 4 mars, un convoi d'environ 190 migrants expulsés de Libye vers le Niger par la compagnie libyenne Desert Patrol a été attaqué à deux reprises par des bandits armés : d'abord par des bandits tchadiens, dès leur entrée en territoire nigérien ; puis par un autre groupe de ressortissants nigériens, bien plus près d'Agadez, dans la zone de la Plaque 50.<sup>16</sup> Selon un migrant voyageant dans le convoi, lors de la seconde attaque : « Les bandits sont arrivés sur la route, des gars sont venus en moto et nous ont volés ; ils n'ont tué personne, mais ils étaient armés, et les voleurs étaient d'Agadez. »<sup>17</sup>

Les bandits ont également pris pour cible les convois transportant des cargaisons d'or des champs aurifères de Djado vers Agadez. Par exemple, en janvier 2022, 60 kilogrammes d'or ont été volés dans un convoi protégé par la Garde nationale.<sup>18</sup>



Véhicules de l'Union des forces de la résistance, sans date.

Photo : Médias sociaux

Les parties prenantes basées dans la région affirment que la détérioration générale des opportunités économiques est susceptible de pousser davantage d'acteurs à recourir au banditisme comme moyen de subsistance alternatif. En outre, l'impunité dont jouit la grande majorité des attaquants à ce jour peut avoir encouragé d'autres acteurs à chercher à obtenir une part des recettes du banditisme.<sup>19</sup>

D'après plusieurs contacts, les bandes armées ne semblent pas découragées par la présence de personnel militaire et prennent régulièrement pour cible les véhicules qui accompagnent le convoi militaire entre Agadez et Dirkou.<sup>20</sup> L'armée nigérienne est mal équipée pour répondre au banditisme, et certains disent qu'elle évite parfois de croiser la route de bandits lourdement armés.<sup>21</sup>

### Implications

Le banditisme armé est une menace croissante dans des régions en expansion du Niger, alors que les moyens de subsistance alternatifs s'amenuisent et que les conflits dans les États voisins du pays ont des implications transfrontalières. Bien qu'il s'agisse d'un phénomène de longue date dans le nord du Niger, le banditisme s'est intensifié depuis fin 2021, notamment entre Agadez et Dirkou, au sud du nord-est isolé et déjà touché par les attaques tchadiennes.<sup>22</sup>

Les faibles perspectives de réintégration des membres des groupes armés tchadiens signifient qu'ils sont susceptibles de continuer à être des acteurs importants du banditisme armé. Le gouvernement tchadien présente un bilan médiocre en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration, décourageant ainsi

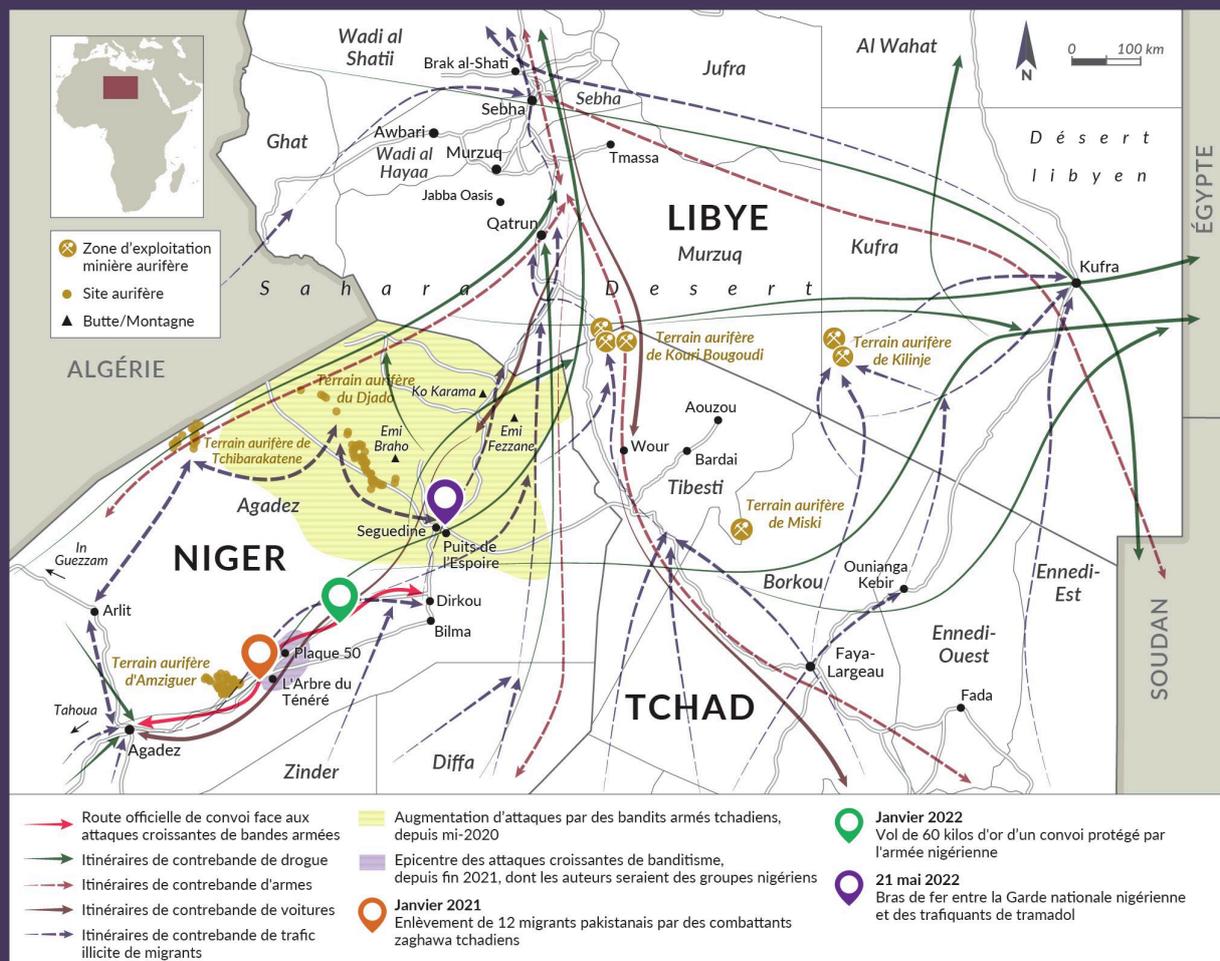


Figure 6 Zones d'intensification des attaques de bandes armées dans le nord du Niger.

les combattants tchadiens de se rendre aux forces gouvernementales. Alors que le cessez-le-feu libyen se poursuit et que les combattants tchadiens sont confrontés à une diminution des revenus tirés du mercenariat, il est probable qu'ils continuent à chercher des revenus dans l'économie criminelle du Sahara central.<sup>23</sup> Alors que le « dialogue national » promis par le Conseil militaire de transition comme un tremplin vers les élections avait suscité l'espoir que certains combattants pourraient rentrer chez eux,<sup>24</sup> son report successif a anéanti ces attentes. Le 2 mai, les autorités ont annoncé le report indéfini du dialogue, qui devait initialement avoir lieu en décembre 2021, laissant présager une longue période d'impasse politique avec peu de tentatives concrètes de renouer le dialogue avec les rebelles actuels et anciens.

L'économie lucrative du banditisme au Niger est en pleine expansion : de nouveaux acteurs sont attirés par la raréfaction des moyens de subsistance alternatifs, tandis que les acteurs de longue date ont des

perspectives de sortie limitées. Le banditisme érode les moyens de subsistance existants, augmentant les coûts pour les opérateurs licites et illicites dans la région, et aggravant les tensions économiques existantes. Alors que l'Afrique est secouée par la spirale des taux d'inflation mondiaux et que les difficultés économiques semblent devoir se détériorer, le banditisme apparaît comme une menace grandissante au Niger.

Dans le nord du Niger, selon un contact proche du « comité d'autodéfense » de Séguédine : « La meilleure façon de lutter efficacement contre les activités de banditisme est la collaboration entre la population civile de la région et l'armée nigérienne, et que [cette dernière mène des actions plus officielles contre les bandits] ». Étant donné les ressources limitées de l'armée nigérienne, notamment au vu de l'étendue du territoire sous son mandat, de telles mesures semblent lointaines. Comme l'a conclu un contact, « ce phénomène est loin d'être terminé ».<sup>25</sup>

## Notes

1. Ibrahim Diallo, Axe Agadez-Bilma : une attaque de bandits armés fait deux morts et quatre blessés parmi les militaires nigériens, Airinfo Agadez, 9 avril 2022, <https://airinfoagadez.com/2022/04/09/axe-agadez-bilma-une-attaque-de-bandits-armes-fait-deux-morts-et-quatre-blesses-parmi-les-militaires-nigeriens>.
2. Le nombre de victimes parmi les bandits est inconnu, mais ils auraient réussi à s'échapper.
3. Les convois de passeurs sont plus vulnérables aux attaques de bandits depuis la criminalisation du transport de migrants en 2016, et surtout depuis la fermeture des frontières terrestres du Niger en mars 2020, car les passeurs de migrants ont de plus en plus adopté des itinéraires éloignés par crainte d'être arrêtés par les forces de sécurité. Ces routes coïncident avec celles utilisées par les trafiquants de drogue et d'armes, exposant les passeurs de migrants au banditisme. Les autorités nigériennes reconnaissent qu'une augmentation du banditisme depuis 2016 peut être attribuée à l'application de la loi 2015-036. Voir J Tubiana, C Warin, et GM Saeneen, Multilateral Damage – The impact of EU migration policies on central Saharan routes, septembre 2018, Clingendael Institute, <https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-09/multilateral-damage.pdf>.
4. Un groupe de bandits particulier, opérant autour du plateau de Djado, a fréquemment ciblé les trafiquants de drogue et les mineurs artisanaux voyageant entre Djado et le champ d'or de Tchibarakatene depuis 2017.
5. Action extérieure de l'Union européenne, Libye : Déclaration conjointe du Quartet, 20 avril 2022, [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/96947/libya-joint-statement-quartet\\_fr](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/96947/libya-joint-statement-quartet_fr).
6. Ces bases sont idéalement placées pour s'attaquer aux convois de drogue de grande valeur passant par le col de Salvador et à l'est du passage de Toummo.
7. Ce processus a commencé depuis la perte par les FALA, en mai 2020, de la base aérienne stratégique d'al-Wattiya et, en juin 2020, de la ville de Tarhouna, ce qui a ouvert la voie au cessez-le-feu.
8. Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Lost in trans-nation: Tubu and other armed groups and smugglers along Libya's southern border*, Small Arms Survey, décembre 2018, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-SANA-Report-Lost-in-Trans-nation.pdf>.
9. Par exemple, le 6 novembre 2021, deux groupes de trafiquants de drogue se sont affrontés autour du col de Salvador. Des trafiquants tchadiens Goran Anakaza basés à Qatrun transportaient de la résine de cannabis lorsqu'ils ont été attaqués par des trafiquants tchadiens Zaghawa. Entretien avec un trafiquant de drogue Goran tchadien basé à Qatrun, automne 2021, à distance.
10. Air-Info Agadez, Facebook, 23 mai 2022, <https://www.facebook.com/PAirInfoAgadez/photos/a.1065483263536968/5127991147286139>.
11. Entretien avec un contact nigérien au courant de l'incident, printemps 2022.
12. Plusieurs arrestations ont eu lieu - les forces nigériennes auraient arrêté au moins 10 bandits présumés près de Dirkou en septembre 2020, et un groupe de plus de 20 hommes armés a été appréhendé en novembre 2020 dans la région de Madama. Les entretiens du GI-TOC avec de multiples contacts dans le nord du Niger suggèrent que ces arrestations sont insuffisantes pour répondre à la menace à long terme présentée par le banditisme armé au Niger. Voir également Tadress24info, Facebook, 20 septembre 2020, <https://www.facebook.com/tadress.info/posts/1452576208283830> ; et Tadress24info, Facebook, 27 novembre 2020, <https://www.facebook.com/tadress.info/posts/1516354988572618>.
13. Des contacts proches du comité affirment que cette démarche était nécessaire en l'absence de tout effort crédible et efficace de la part de l'armée nigérienne pour enrayer la montée du

- banditisme dans la région. Le comité s'appuie sur le soutien de la communauté Tébu au Niger, en Libye et au Tchad. Sa formation illustre l'importance stratégique de la solidarité communautaire pour les passeurs Toubous et le besoin vital de sauvegarder les activités de contrebande pour les moyens de subsistance des Toubous locaux.
14. Entretien avec un contact proche du comité d'autodéfense, printemps 2021.
  15. En janvier 2021, un groupe de 12 migrants pakistanais a été enlevé par des bandits tchadiens alors qu'il empruntait la route Kouri Kantana. Voir Alexandre Bish, Soldats de fortune : L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/chadian-fighters-libyan-ceasefire>.
  16. Les victimes ont indiqué que les auteurs de la première attaque avaient l'intention de kidnapper des femmes, mais qu'ils n'ont pris que de l'argent liquide. La raison pour laquelle l'enlèvement n'a pas eu lieu n'est pas claire. Informations glanées auprès du GI-TOC dans la région.
  17. Entretien avec un migrant expulsé de Libye, printemps 2022.
  18. Air-Info Agadez, Facebook, 30 janvier 2022, <https://www.facebook.com/PAirInfoAgadez/photos/a.1065483263536968/4801167979968459/>.
  19. Informations provenant de la surveillance continue du GI-TOC en Afrique du Nord et au Sahel.
  20. Des dizaines de véhicules rejoignant le convoi chaque semaine, les bandits sont en mesure de pénétrer discrètement dans le convoi et de forcer les conducteurs à s'arrêter afin de détourner le véhicule ou de voler son contenu et l'argent.
  21. Par exemple, dans l'incident du 21 mai décrit ci-dessus, les officiers de la Garde nationale auraient interrompu la poursuite dès qu'il est devenu clair que leur quarry était des trafiquants. Entretien avec une partie prenante nigérienne proche de l'incident, printemps 2022 ; entretiens avec de multiples contacts au printemps 2021.
  22. Depuis 2017, la région de Maradi, dans les zones frontalières du sud du Niger, est également de plus en plus touchée par le banditisme armé qui déborde des régions du nord-ouest du Nigeria. Voir Institute for Security Studies, Organised banditry is destroying livelihoods in Niger's borderlands, 16 mai 2022, <https://issafrica.org/iss-today/organised-banditry-is-destroying-livelihoods-in-nigers-zonesfrontalières>.
  23. Voir Alexandre Bish, Soldats de fortune : L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/chadian-fighters-libyan-ceasefire>.
  24. Ces espoirs ont été renforcés par l'amnistie accordée à 296 rebelles et dissidents politiques par le gouvernement en novembre 2021.
  25. Entretien avec un contact proche du « comité d'autodéfense des contrebandiers de Seguedine », printemps 2021.

### 3. La logique stratégique des enlèvements au Mali et au Burkina Faso.

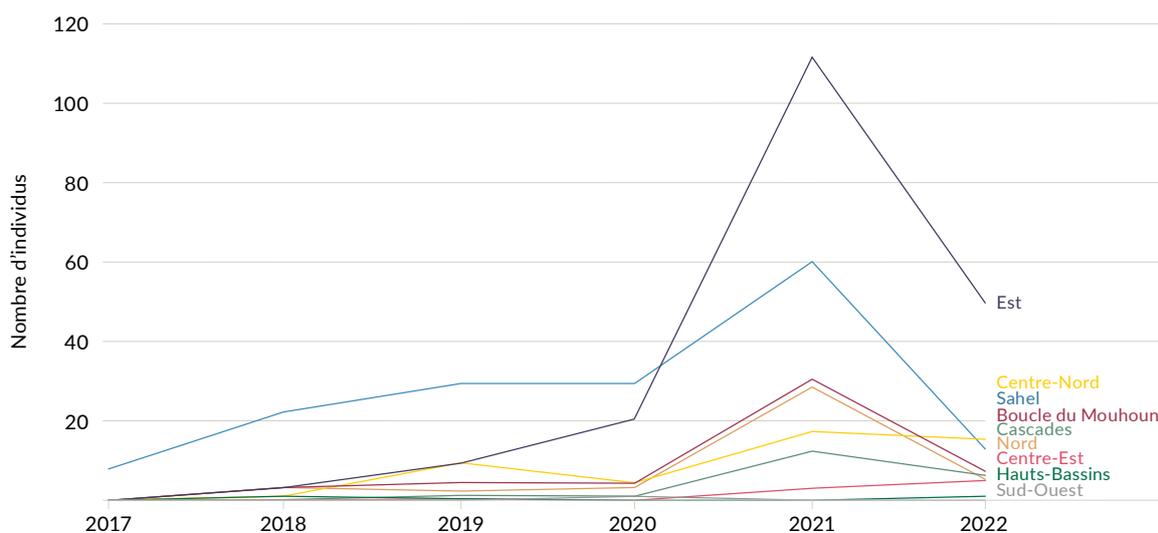
L'attention internationale portée à la question du kidnapping en tant qu'activité commerciale au Sahel a considérablement diminué, en grande partie en raison de la réduction du nombre de ressortissants occidentaux qui en sont victimes.<sup>1</sup> Cependant, le phénomène est loin d'avoir disparu. L'industrie du kidnapping dans le centre du Mali et le nord du Burkina Faso continue de croître, la plupart des victimes étant des locaux pris dans les feux croisés entre les nombreux groupes armés opérant dans la région.

Le 5 mai 2022, 31 femmes ont été enlevées dans la commune de Femaye, *cercle de* Djenné, dans la région centrale de Mopti, au Mali. Selon les chasseurs dozos (chasseurs traditionnels jouant souvent le rôle de protecteurs de la communauté, opérant dans le centre du Mali et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest) et des sources gouvernementales, dès que les chasseurs ont entendu des coups de feu, ils ont commencé à chercher les femmes, ce qui a conduit les djihadistes à abandonner leur tentative d'enlèvement et à s'enfuir.<sup>2</sup> Cependant, selon une source ayant une connaissance locale de l'incident, la version des événements relayée par les chasseurs dozos était une tentative de dissimuler une vérité bien moins flatteuse.

En réalité, le groupe djihadiste Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM/GSIM) avait enlevé les femmes et les avait libérées quelques heures plus tard. Ils leur ont ordonné de se rendre dans la ville voisine de Djenné, à 5 kilomètres, et d'y passer la nuit avant de rentrer chez elles.

Les femmes sont ensuite retournées dans leur village le 6 mai. Aucune violence n'a été exercée, aucun abus sexuel n'a eu lieu et aucune somme d'argent n'a été volée ou demandée en guise de rançon. Le motif de cet enlèvement était plutôt d'humilier les chasseurs dozos, en leur montrant, ainsi qu'à toute la communauté, leur incapacité à protéger leurs femmes.<sup>3</sup>

Cet incident, qui fait partie des rapports quotidiens d'enlèvements dans les zones de conflit du Mali et du Burkina Faso, souligne la menace que représentent les enlèvements pour les communautés prises entre les feux croisés de plusieurs groupes armés dans de vastes zones des deux pays. L'incident illustre également certaines caractéristiques clés de l'économie du kidnapping dans le centre du Mali et du Burkina Faso : sanctionner les ennemis, intimider les communautés et faire du recrutement semblent être les principales motivations,



**Figure 7** Nombre d'individus enlevés au Burkina Faso, par région, 2017-2022.

NOTE: Données 2022 en date du 26 mai. Les régions ne comptant aucun cas d'enlèvement depuis 2017 ne sont pas incluses.

Armed Conflict Location and Event Data

tandis que le profit (sous forme de rançon) apparaît souvent comme un moteur secondaire.

Du début des années 2000 jusqu'aux environs de 2012, les enlèvements ont été localisés principalement dans le nord du Mali, qui est à l'origine du conflit. Les Occidentaux étaient une cible importante - bien que non exclusive - et leur enlèvement représentait la principale source de revenus d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, à tel point qu'on l'appelait « l'industrie de l'enlèvement ». <sup>4</sup> Comme les enlèvements d'Occidentaux ont fortement diminué, en grande partie parce que le nombre de victimes potentielles est devenu plus limité à mesure que les Occidentaux se faisaient plus rares dans la région, le ciblage des locaux est devenu la caractéristique centrale de l'industrie de l'enlèvement au Mali. Environ 97 % des cibles des enlèvements au Mali depuis 2012 sont des citoyens locaux. <sup>5</sup>

L'économie des enlèvements au Mali et au Burkina Faso est en pleine expansion <sup>6</sup> : au Mali, le nombre d'individus enlevés a été multiplié par huit entre 2017 et 2021, passant de 22 à 184 (la majorité des victimes sur cette période ont été enlevées dans les régions centrales du pays), tandis qu'au Burkina Faso, les enlèvements ont été multipliés par plus de 30, passant de huit en 2017 à 258 en 2021. <sup>7</sup> Cette tendance ne montre aucun signe de ralentissement en 2022 : au 26 mai, les enlèvements au

Burkina Faso ont augmenté de 10 % par rapport à la même période en 2021. <sup>8</sup>

Les épicentres de l'économie du kidnapping coïncident largement avec les zones les plus touchées par le conflit dans les deux pays. <sup>9</sup> Au fur et à mesure que le conflit s'est étendu géographiquement - le Burkina Faso remplaçant le Mali comme épicerie - les zones les plus touchées par les enlèvements se sont également étendues.

### La nouvelle logique stratégique du kidnapping au Mali central et au Burkina Faso ?

L'analyse des cibles des enlèvements dans le centre du Mali et le nord et l'est du Burkina Faso, régions les plus touchées par le conflit et où les enlèvements sont actuellement concentrés, suggère que les enlèvements fonctionnent principalement comme un instrument de guerre, utilisé à des fins d'intimidation, de sanction et de recrutement, le profit n'étant souvent qu'une motivation secondaire.

La majorité des victimes d'enlèvement sont des communautés prises en étau entre divers groupes qui luttent pour étendre leur emprise, souvent selon des critères ethniques, en particulier dans les régions centrales du Mali. <sup>68</sup> De nombreuses familles de victimes n'ont pas la capacité de payer une rançon. Le Front de libération du Macina (Katiba Macina), dans le centre du Mali, enlève régulièrement des civils, y compris ceux qui

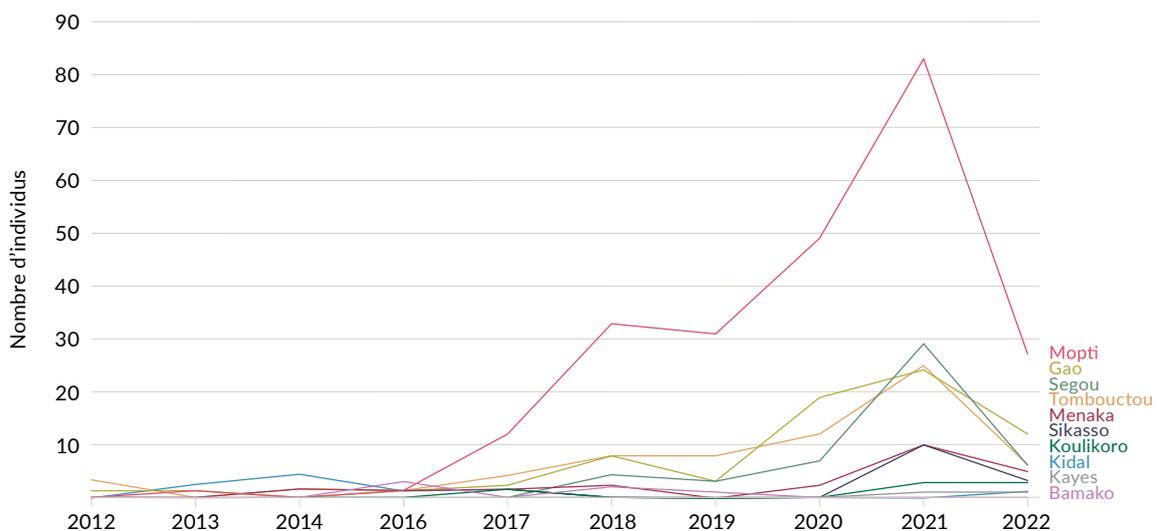


Figure 8 Nombre d'individus enlevés au Mali, par région, 2012-2022.

NOTE: Données 2022 en date du 26 mai.

Armed Conflict Location and Event Data

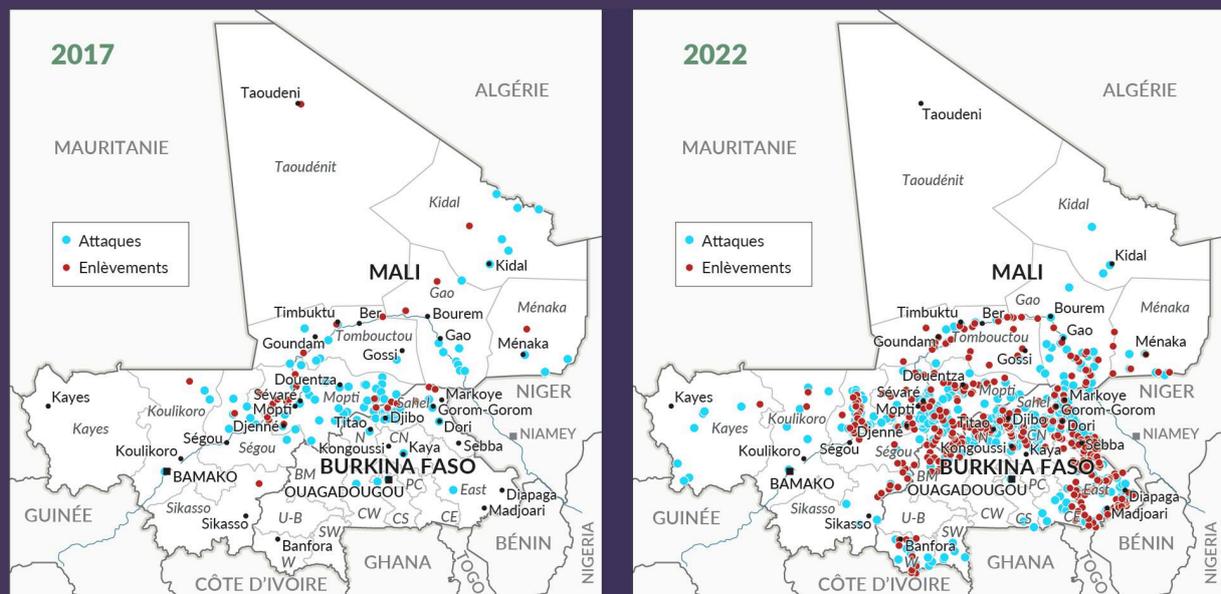
ont un statut social ou religieux au sein de la communauté ; cependant, souvent, aucune demande de rançon n'est reçue. Au contraire, après quelques jours ou semaines, le corps est retrouvé à l'entrée du village.<sup>10</sup>

Dans les deux pays, toutes les parties au conflit sont connues pour avoir recours à l'enlèvement, y compris les acteurs étatiques (voir Figure 10). Les cibles varient généralement en fonction de la motivation première de l'enlèvement. Au Mali et au Burkina Faso, les typologies des victimes suggèrent que trois formes de motivation sont les plus courantes.

Premièrement, les enlèvements visent à punir toute personne perçue comme un « ennemi » en raison de sa position de leader et de sa capacité à influencer la communauté, ou parce qu'elle représente les autorités nationales que les groupes armés cherchent à éliminer. Il s'agit notamment des autorités administratives (comme les maires et les forces de l'ordre locales) et des autorités traditionnelles (chefs religieux et chefs de village). Le ciblage de ces groupes a clairement pour objectif d'affaiblir davantage les autorités centrales et de perturber les normes traditionnelles afin d'empêcher les pressions en faveur de leur propre modèle. Toutefois,

outre les figures d'autorité, toute personne considérée comme un traître ou un collaborateur peut également être prise pour cible. Par exemple, le personnel local des ONG opérant dans les zones de conflit au Mali et au Burkina Faso est arrêté et enlevé par des groupes armés toutes les semaines.<sup>11</sup> Dans ces régions, selon une personne interrogée impliquée dans la sécurité des ONG, « il suffit d'être vu en train de parler à l'ennemi pour être kidnappé »<sup>12</sup>.

Deuxièmement, et en lien avec la première typologie de kidnappings, les enlèvements sont utilisés par les groupes armés comme un instrument de terreur et d'intimidation des populations locales pour dissuader quiconque de s'opposer à eux, de rejoindre ou même de sympathiser avec un autre groupe. Les principales cibles de ces enlèvements sont les populations locales vivant dans des zones sous l'influence ou le contrôle de groupes armés. L'enlèvement de 31 femmes le 5 mai dernier en est un bon exemple, puisque la motivation était d'intimider la communauté vivant sous la « protection » des chasseurs dozos. Le GSIM a désormais menacé cette protection, montrant ainsi qu'il peut atteindre des territoires typiquement sous influence dozo. De même, les enlèvements sont utilisés comme



**Figure 9** Incidents violents au Mali et au Burkina Faso, 2017 par rapport à 2022.

NOTE: Les données de 2022 sont celles du 26 mai.

*Armed Conflict Location and Event Data*

une forme d'application des règles de gouvernance imposées par les groupes armés. Par exemple, dans le centre du Mali, il est arrivé que le chef du village, ou tout autre villageois, refuse de payer la *zakat* sur le bétail ou sur sa récolte et, comme le souligne un expert régional : « si vous refusez, ils vous kidnapperont et vous relâcheront lorsque l'argent aura été payé ». <sup>13</sup>

Troisièmement, le recrutement forcé des populations locales par les groupes armés peut également être compris comme une forme d'enlèvement (bien que ces enlèvements puissent également constituer une traite des êtres humains). Les communautés locales sont invitées à contribuer à l'effort de guerre et les enfants sont enlevés pour rejoindre les rangs des groupes armés. À la suite de l'incident de Moura, fin mars, au cours duquel les forces armées maliennes et des « soldats étrangers associés » auraient exécuté environ 300 civils dans le cadre d'une prétendue opération antiterroriste, <sup>14</sup> La Katiba Macina a fait du porte-à-porte dans plusieurs villages du *cercle de Djenné*, expliquant aux habitants qu'ils devaient contribuer à l'effort de guerre. <sup>15</sup>

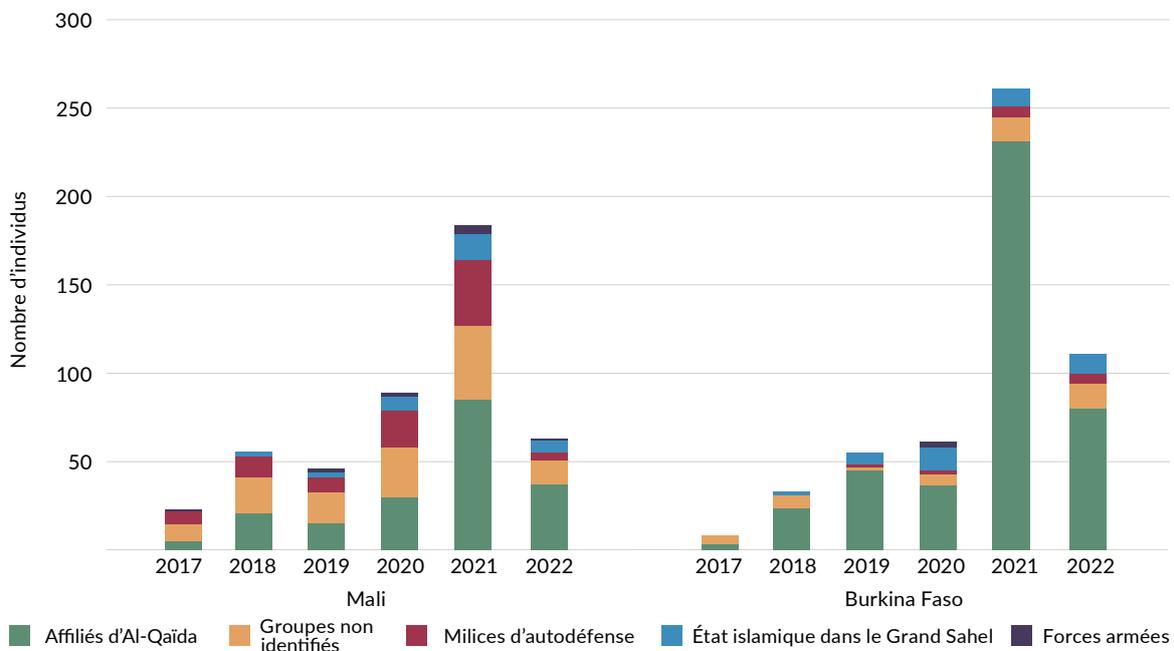
Devant le refus d'un père de livrer son fils, l'un de ses neveux a été tué. Au retour des militants de la Katiba Macina quelques jours plus tard, le père n'a eu d'autre choix que de livrer l'un de ses fils. <sup>16</sup> Au cours de la même opération, la Katiba Macina a également enlevé

plusieurs personnes, dont des fonctionnaires, accusés d'avoir donné les noms de leurs membres aux forces de sécurité avant l'opération. <sup>17</sup>

### Les enlèvements en tant qu'entreprise lucrative ?

Bien que le profit ne semble pas toujours être le moteur de l'économie des enlèvements dans le centre du Mali et au Burkina Faso, les groupes armés demandent des rançons dans de nombreux cas. Par exemple, la milice Dogon Dan Na Ambassagou, la principale milice d'autodéfense du centre du Mali, a enlevé six personnes à Bandiagara le 22 mai 2022 et aurait demandé une rançon. <sup>18</sup> Depuis 2017, les enlèvements avec demande de rançon constituent une importante source de revenus pour la milice, parallèlement au vol de bétail et aux rackets de protection. <sup>19</sup> La rançon versée pour chaque enlèvement individuel est nettement inférieure à celle que les groupes armés recevraient pour un ressortissant occidental, mais, selon un expert des enlèvements locaux : « l'échelle est très différente, donc au final cela représente une somme substantielle ». <sup>20</sup> La plupart des sources rapportent que le prix des rançons varie de 1 million à 5 millions de francs CFA et peut aller au-delà pour un représentant de l'État de haut niveau ou un membre des forces armées.

Il est clair que les individus connus pour leur richesse sont également ciblés ; cela semble être particulièrement



**Figure 10** Nombre d'individus enlevés au Mali et au Burkina Faso, par auteur, 2017-2022.

NOTE: Données 2022 en date du 26 mai.

Armed Conflict Location and Event Data

vrai dans les cas où les enlèvements sont liés à d'autres économies illicites comme le vol de bétail, un marché illicite important dans le centre du Mali, comme l'explique le premier article de ce numéro.<sup>21</sup> Un expert régional a noté que : « dans les zones où il y a beaucoup de vols de bétail, il y a aussi beaucoup d'enlèvements, et les deux dynamiques se renforcent mutuellement ».<sup>22</sup> Lorsque les groupes armés volent le bétail, ils enlèvent souvent l'éleveur ou le propriétaire du troupeau, car ils savent que « le propriétaire du bétail, ou sa famille, a de l'argent et paiera un supplément pour le récupérer ».<sup>23</sup>

Dans les principales villes du nord du Mali, et notamment à Gao, la dynamique est légèrement différente ; le profit étant plus clairement une motivation déterminante. Ce contraste souligne les différences dans la nature de l'industrie du kidnapping entre le centre du Mali, actuellement l'épicentre du conflit, et le nord du Mali, où la violence est actuellement plus faible. À Gao, et dans d'autres grands centres urbains du nord du Mali, les « bandits » ont des cibles stratégiques : ils enlèvent généralement des *opérateurs économiques*, des directeurs d'hôtel et des membres de familles prospères, ainsi que des fonctionnaires de haut rang et des membres de leur famille. Les groupes armés ciblent une famille dont ils savent qu'elle est fortunée et paient des bandits (connus sous le nom de « *petites mains* ») pour qu'ils les observent et recueillent des renseignements sur leurs allées et venues et leurs habitudes. Selon un travailleur humanitaire ayant connaissance d'incidents à Gao : « s'ils peuvent avoir le chef de famille, ils le feront. Sinon, ils essaieront de prendre un autre membre de la famille, comme une fille ».<sup>24</sup> Le 12 mai 2022, par exemple, la fille

d'un important homme d'affaires de Gao a été enlevée, puis libérée après le paiement d'une rançon.

Si l'enlèvement de ressortissants étrangers a généralement un impact limité sur les parties prenantes et les communautés locales, l'enlèvement de résidents locaux multiplie les préjudices subis par les communautés. Les enlèvements contre rançon continuent d'être une source de financement pour les groupes djihadistes.

Le rôle que joue l'économie illicite en portant atteinte aux communautés locales et en constituant un outil de gouvernance pour les groupes armés est un élément essentiel de la crise sécuritaire dans la région.

L'enlèvement d'individus jouant un rôle stratégique dans la direction des affaires mine fortement les institutions de sécurité locales et nationales, car les figures traditionnellement ou administrativement responsables du maintien des normes sociales, religieuses et juridiques sont directement visées. En outre, cette situation alimente les griefs des populations envers l'État, car les communautés qui subissent la violence (sous forme de menaces, d'enlèvements et de meurtres) perpétrée par toutes les parties au conflit ne se sentent pas protégées par les autorités nationales. Cette situation favorise à son tour l'enracinement des groupes armés non étatiques et des groupes criminels organisés dans la région, érodant davantage une gouvernance locale déjà fragile.<sup>25</sup> Pour ne rien arranger, les données sur le phénomène sont rares, ce qui empêche de mieux saisir l'ampleur du problème afin d'éclairer les réponses politiques.

## Notes

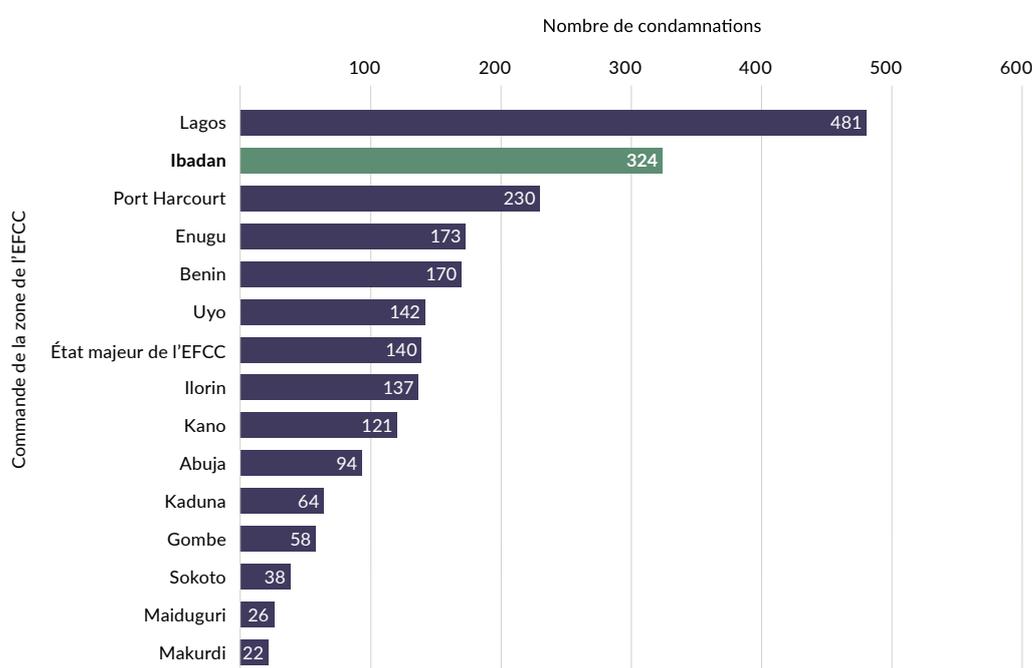
1. Cinq Occidentaux ont été enlevés lors d'une récente recrudescence au Mali et au Burkina Faso en avril et mai. Il est clair que les groupes armés de la région n'ont pas renoncé aux enlèvements contre rançon comme source de financement.
2. Issa Diallo, Djenné : 32 femmes libérées quelques heures après leur enlèvement par des djihadistes, Mali-Online, 11 mai 2022, <https://mali-online.net/djenne-32-femmes-liberees-quelques-heures-apres-leur-enlevement-par-des-djihadistes>.
3. Entretien avec un expert ayant une connaissance locale de l'incident, 17 mai 2022.
4. Entre 2003 et 2010, au moins 77 Occidentaux ont été enlevés au Sahel (Mali, Niger, Algérie et Mauritanie), alors que sur la période 2015-2022, environ 17 ont été enlevés, dont neuf au Burkina Faso.
5. Ornella Moderan, Jose Luengo Cabrera et Boubacar Diallo, *Abductions : the hidden face of Mali's crisis*, Institute for Security Studies, 8 septembre 2021, <https://issafrica.org/iss-today/abductions-the-hidden-face-of-malis-crisis>.
6. Données du projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project) : 1 315 événements en 2021, soit deux fois plus qu'en 2020. En 2021, 2 354 décès, dépassant celui du Mali pour la deuxième fois au cours des trois dernières années. Voir le tableau de bord <https://acleddata.com/dashboard/#/>. Voir également Mucahid Durmaz, How Burkina Faso became the epicentre of conflict in the Sahel, Al Jazeera, 11 mars 2022, <https://www.aljazeera.com/features/2022/3/11/how-burkina-faso-became-the-new-epicentre-of-sahelian>.
7. Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), <https://acleddata.com/dashboard/#/dashboard>.
8. Quelque 101 enlèvements ont été enregistrés au Burkina Faso entre le 1er janvier et le 26 mai 2022.
9. Au Mali, les zones les plus touchées par la violence se situent dans les régions centrales de Mopti et Ségou, dont principalement les districts de Bandiagara, Bankass, Djenné, Koro, Mopti et Ségou. Le nord du pays connaît également des recrudescences régulières de violence, comme on le voit depuis début mars 2022, notamment dans les régions de Gao et Ménaka, le long de la frontière avec le

- Niger. L'ISGS et le MSA-D/Gatia se battent dans les régions de Ménaka et de Gao depuis début mars. Au moins 264 civils ont été tués et 23 000 déplacés. Voir RFI, Mali : la détresse des habitants de la région de Ménaka, 31 mai 2022, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220531-mali-la-détresse-des-habitants-de-la-région-de-ménaka>. Au Burkina Faso, qui a remplacé le Mali comme épicerie du conflit, le niveau de violence a explosé au cours des trois dernières années. Les décès sont passés de 117 en 2017 à plus de 2 354 en 2021, dépassant le nombre de décès enregistrés au Mali. Au Burkina Faso, les régions les plus touchées sont situées au nord et à l'est du pays, les régions du Sahel, du Nord, du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun et de l'Est étant les plus touchées.
10. Ibid.
  11. Entretien avec une source impliquée dans la sécurité des ONG au Mali et au Burkina Faso, 23 mai 2022.
  12. Ibid.
  13. Entretien avec un expert malien sur le centre du Mali, 19 mai 2022.
  14. Human Rights Watch, Mali: Massacre by army, foreign soldiers, 5 avril 2022, <https://www.hrw.org/news/2022/04/05/mali-massacre-army-foreign-soldiers>.
  15. Entretien avec un journaliste malien à Bamako, le 23 mai 2022.
  16. Ibid.
  17. Ibid.
  18. Briefing confidentiel de sécurité de sources onusiennes, 25 mai.
  19. Entretien avec un expert des milices d'autodéfense au centre du Mali, 28 mai 2022.
  20. Entretien avec un expert sur les enlèvements d'habitants au Mali et au Burkina Faso, 17 mai 2022.
  21. La relation entre les enlèvements contre rançon et les vols de bétail est également confirmée par les résultats de l'initiative de cartographie des pôles illicites du GI-TOC (à venir), dans le cadre du projet intitulé «Promouvoir la stabilisation par des interventions sensibles à la criminalité en Afrique de l'Ouest», financé par le ministère allemand des Affaires étrangères.
  22. Entretien avec un expert malien sur le centre du Mali, 19 mai 2022.
  23. Ibid.
  24. Entretien avec des représentants d'organisations non gouvernementales actives à Gao, 21 mai.
  25. Mark Micallef, et al, *After the Storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali*, GI-TOC, 2019, [https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After\\_the\\_storm\\_GI-TOC.pdf](https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf).

## 4. La recrudescence de la cybercriminalité dans l'État d'Oyo, au Nigeria, a entraîné un pic d'arrestations et l'implication du groupe de lutte contre la criminalité Amotekun, mais des réponses alternatives sont nécessaires.

En février 2022, le président du Conseil nigérian des commandants Amotekun du sud-ouest, l'organisation régionale de lutte contre la criminalité créée par l'État, a annoncé que le groupe se concentrait sur la lutte contre les cybercriminels, plus connus sous le nom de « Yahoo Boys ». Le commandant a établi un lien entre les Yahoo Boys et une série de « meurtres rituels », qualifiés par la presse de « menace d'insécurité émergente dans le Sud-Ouest ».<sup>1</sup>

Le fait qu'Amotekun se concentre davantage sur les Yahoo Boys ne semble pas correspondre au mandat central du groupe, qui est de lutter contre les crimes violents (tels que les enlèvements), en particulier dans les zones rurales.<sup>2</sup> Cela peut être lié à l'accent mis par la presse nationale sur les liens entre ce qu'on appelle les Yahoo Plus, la version supposément plus violente des Yahoo Boys qui a émergé en 2020, et la violence rituelle dans le sud-ouest. Pourtant, l'intégration de groupes



**Figure 11** Condamnations de la Commission nigérienne des crimes économiques et financiers, 2021.

REMARQUE: La Commission des crimes économiques et financiers (EFCC) est un organisme d'application de la loi nigérian qui enquête sur les crimes financiers. Bien que les données de 2021 ne comprennent pas de ventilation des condamnations par type de crime, la grande majorité des condamnations antérieures de l'EFCC étaient liées à la cybercriminalité.

*Economic and Financial Crimes Commission, via <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/504409-efcc-se-cured-2220-convictions-in-2021-spokesperson.html>.*

d'autodéfense mal réglementés dans la réponse aux marchés illicites ayant des liens ténus avec la violence et l'instabilité peut s'avérer contre-productive, en aggravant plutôt qu'en atténuant les conséquences de ces économies criminelles.

Le commandant d'Amotekun a déploré la « recrudescence de l'implication des jeunes dans les activités frauduleuses », <sup>3</sup> une augmentation confirmée par les représentants des forces de l'ordre interrogés par la GI-TOC dans l'État d'Oyo. Selon le chef de zone de l'agence anti-corruption du Nigeria, la Commission des crimes économiques et financiers (EFCC), l'État d'Oyo a le taux le plus élevé de cybercriminalité dans la région du sud-ouest. <sup>4</sup>

La recrudescence de l'activité cybercriminelle mobilise une part croissante des ressources des forces de l'ordre au Nigeria. Sur les 978 condamnations enregistrées par l'EFCC en 2021, 80 % étaient liées à la cybercriminalité, <sup>5</sup> dont un grand nombre dans le sud-ouest du pays. <sup>6</sup> Les agents de l'EFCC ont confirmé une nouvelle augmentation des opérations de lutte contre la cybercriminalité dans l'État d'Oyo en 2022. <sup>7</sup>

Pourtant, l'augmentation du nombre d'arrestations semble avoir un impact limité sur la croissance du marché. Un habitant d'Ibadan, la capitale de l'État d'Oyo, a déploré la flambée de la cybercriminalité, l'attribuant « à l'étouffement de l'économie, au taux élevé de chômage et à la récession, [ce qui signifie] que beaucoup

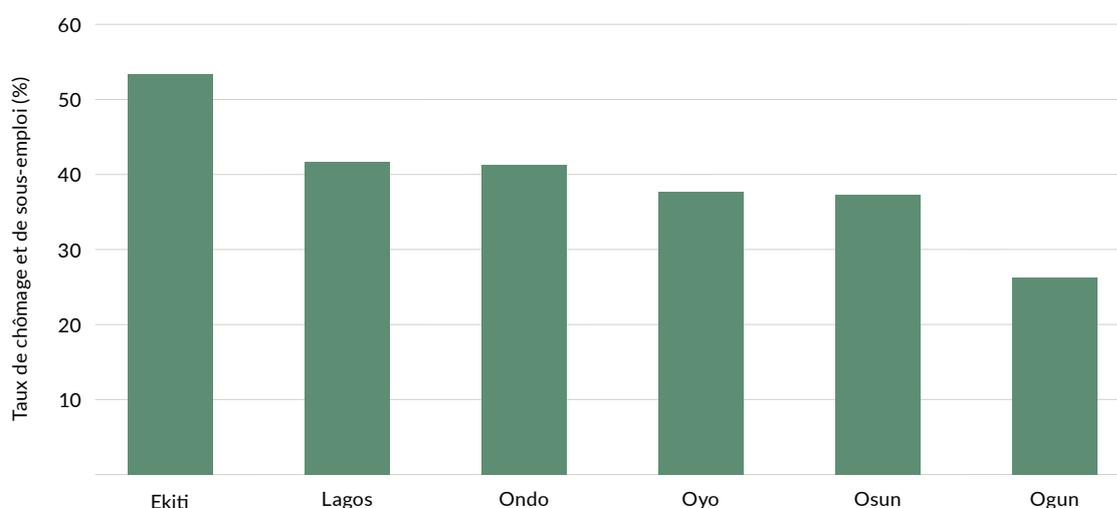
de jeunes ambitieux ont vu dans la cybercriminalité une forme d'évasion ». <sup>8</sup>

Si la croissance de la cybercriminalité face à l'action des forces de l'ordre semble avoir encouragé Amotekun à inclure la cybercriminalité dans ses domaines prioritaires, il semble s'agir d'un cas d'élargissement progressif des objectifs. Le chevauchement des mandats risque d'alimenter la concurrence avec des forces de police supplémentaires, ce qui pourrait renforcer la méfiance des agences fédérales, et créer une rivalité entre les prestataires de services de sécurité, entravant ainsi les efforts de lutte contre la criminalité. <sup>9</sup>

### Moteurs de la montée de la cybercriminalité dans l'état d'oyo

La recrudescence de la cybercriminalité dans l'État d'Oyo reflète les tendances régionales et internationales. Selon le directeur général de l'Africa Growth Markets d'IBM, la cybercriminalité au Nigeria et dans d'autres parties du monde a atteint un niveau record au deuxième trimestre de 2022. <sup>10</sup>

La pandémie de COVID-19 est l'un des facteurs à l'origine de la forte augmentation de la cybercriminalité au Nigeria depuis le début de l'année 2020. <sup>11</sup> La tendance au travail à distance dans le contexte de la pandémie et la vulnérabilité accrue des réseaux d'entreprise accessibles depuis le domicile ont contribué à une forte augmentation des cyberattaques. <sup>12</sup>



**Figure 12** Chômage et sous-emploi dans le sud-ouest du Nigeria.

*BudgIT, Rapport sur l'état des États, 2021*

Un agent de l'EFCC travaillant à Ibadan a noté que les cybercriminels utilisaient les « allocations chômage et les subventions » introduites pour atténuer les impacts du COVID-19 comme moyens d'hameçonner et de pirater des 'victimes peu méfiantes'.<sup>13</sup>

Pour de nombreux jeunes Nigériens, la cybercriminalité représente une échappatoire à une vie de difficultés économiques et de chômage perpétuel, d'autant plus que les tensions économiques se sont accrues dans le sillage de la pandémie et dans une période d'inflation élevée.<sup>14</sup> Faisant écho aux déclarations d'autres personnes interrogées, un Yahoo Boy d'Ibadan a décrit le chômage comme la principale raison de son engagement depuis dix ans :

« C'est la raison principale, le chômage. Il n'y a pas d'emplois, c'est la principale cause et peut-être que l'environnement n'est pas assez favorable [...], vous ne pouvez même pas gérer une entreprise performante sans accrocs ni failles. L'environnement n'est pas bon ; vous avez quitté l'école, il n'y a pas de [perspectives] d'emploi, alors que faire Il faut se débrouiller [...] tout le monde a besoin d'argent aujourd'hui ». <sup>15</sup>

La prédominance de la culture Yahoo Boy à Ibadan, caractérisée par l'argent, les boîtes de nuit et les vêtements de marque, peut également jouer un rôle dans l'attraction de nouvelles recrues. Il est difficile de ne pas remarquer les SUV blancs et les jeunes hommes portant des bijoux et des vêtements de marque qui circulent dans la ville. Un acteur historique de la scène cybercriminelle d'Ibadan a décrit sa principale motivation comme suit :

« Il a toujours été question d'argent, de ces styles de vie tape-à-l'œil [...], de motivation et de toutes ces boîtes de nuit [...] vous voulez vous détendre avec les «grands», vous voulez «bambamer», vous voulez porter les derniers créateurs ». <sup>16</sup>

Un agent des forces de l'ordre de l'État a également décrit la principale motivation de l'implication dans la cybercriminalité comme « la mentalité de «réussir ou mourir» [...] tout le monde veut s'enrichir ». <sup>17</sup> Certains analystes attribuent cet état d'esprit, et les signes de richesse associés à la cybercriminalité, au style de vie flamboyant des politiciens qui pillent les fonds publics. <sup>18</sup> L'agent chargé de l'application de la loi a appuyé ces propos en déclarant : « Les politiciens font étalage de

leur richesse et les jeunes les regardent et veulent leur ressembler. Il ne s'agit pas seulement de cybercriminalité, mais aussi des dirigeants actuels, qui mettent l'accent sur l'argent. Tant que nous n'aurons pas redressé nos dirigeants, nous ne serons pas prêts à combattre la cybercriminalité de sitôt ». <sup>19</sup>

### **Réponses : un décalage avec les moteurs de la criminalité ?**

En réponse à l'augmentation de la cybercriminalité, les agents de l'EFCC ont signalé une intensification des actions contre les cybercriminels. Entre janvier et mars 2022, l'EFCC a arrêté au moins 281 suspects de cybercriminalité au cours de 13 opérations distinctes de répression et de guet-apens dans le sud-ouest. <sup>20</sup>

Mais selon les agents des forces de l'ordre d'Ibadan, l'augmentation du nombre d'arrestations ne ralentit pas la croissance du marché. Un agent qui a participé à plusieurs opérations contre les cybercriminels a déclaré :

« Il est vrai que les agences de sécurité ont intensifié la lutte contre les cybercriminels [...] [et] procédé à un grand nombre d'arrestations, [...] de poursuites et de condamnations réussies. [Mais [...]] la cybercriminalité [...] reste un problème de sécurité majeur, car de plus en plus de jeunes sont impliqués ». <sup>21</sup>

Certains agents chargés de l'application de la loi dans les États attribuent cette situation en partie aux peines mineures que la cybercriminalité entraîne au Nigeria, généralement une petite amende (entre 250 000 et 300 000 nairas) ou une peine d'emprisonnement de trois mois à un an. <sup>22</sup> Un agent pénitentiaire a expliqué que les sanctions pour la cybercriminalité sont généralement légères car « beaucoup d'entre eux négocient leur peine ; [...] ils ne leur donnent pas plus de 6 mois [...]. La plupart du temps, ils ne leur infligent pas vraiment de lourdes peines ». <sup>23</sup>

Mais il est peu probable que des peines plus lourdes permettent de s'attaquer aux facteurs économiques sous-jacents et à l'attrait des modes de vie aisés affichés par les Yahoo Boys d'Ibadan.

### **Amotekun intervient : cybercrime et violence ?**

Depuis fin 2021, l'organisme de sécurité Amotekun inclut les Yahoo Boys dans ses opérations. <sup>24</sup> Amotekun, créé en 2020 par les gouverneurs des États du sud-ouest du pays en réponse à la montée de l'insécurité dans le pays, avait

à l'origine pour mission de lutter contre les crimes violents, notamment les enlèvements et les vols à main armée qui avaient sévi dans la région.<sup>25</sup>

L'inclusion opérationnelle de la cybercriminalité dans ses activités a été soulignée par les déclarations de février 2022 du président des commandants Amotekun du sud-ouest, Chef Adetunji Adeleye, confirmant que la perturbation des activités de Yahoo Boy était une priorité dans la région.<sup>26</sup> Dans ces mêmes déclarations, Adeleye a noté que : « certains fraudeurs sur Internet en étaient venus à utiliser des parties humaines pour des rituels afin de gagner de l'argent, connus sous le nom de « Yahoo plus », suggérant que ce lien présumé avec la violence pourrait être la raison pour laquelle Amotekun a inclus la cybercriminalité dans ses priorités.<sup>27</sup>

Bien que l'évolution présumée des Yahoo Boys en une version plus violente (Yahoo Plus) au cours des deux dernières années ait été largement couverte par la presse,<sup>28</sup> un échantillon représentatif de Yahoo Boys et d'agents de sécurité interrogés ont mis en doute la relation signalée entre la cybercriminalité et les meurtres rituels.

Un Yahoo Boy a déclaré : « Je ne pense pas que la cybercriminalité ait quoi que ce soit à voir avec les meurtres rituels », <sup>29</sup> un autre a également estimé qu'« il n'y a aucune corrélation entre les meurtres rituels et la cybercriminalité ».<sup>30</sup> Un agent pénitentiaire qui travaille avec de nombreux cybercriminels emprisonnés a également affirmé qu'« il n'existe aucun lien entre les deux ».<sup>31</sup>

La focalisation opérationnelle d'Amotekun sur les Yahoo Boys semble donc être le signe d'un mandat qui s'élargit progressivement, plutôt qu'une évaluation précise de la nécessité de répondre à la violence au sein de l'économie cybercriminelle de la région. Les dangers de l'inclusion d'Amotekun, et d'autres groupes d'autodéfense aussi mal réglementés, dans les réponses de l'État aux marchés illicites qui ne sont pas de puissants moteurs de la violence sont susceptibles de l'emporter sur les avantages.<sup>32</sup>

La cybercriminalité progresse dans l'État d'Oyo malgré les mesures rigoureuses prises par les forces de l'ordre. Il est peu probable que l'implication d'Amotekun dans la multiplication des arrestations change la donne. Au contraire, l'importance croissante d'Amotekun dans la réponse aux économies illicites telles que la cybercriminalité - qui ne semblent pas être des moteurs

importants de la violence - risque d'engendrer des griefs et d'accroître l'instabilité associée à ces marchés. La formation des groupes d'autodéfense peut varier d'une organisation à l'autre, mais dans l'ensemble, les membres des groupes d'autodéfense reçoivent beaucoup moins de formation que les forces de sécurité fédérales, et les violations des droits de l'homme sont la marque de nombreux groupes de ce type, dont Amotekun.<sup>33</sup> Bien qu'ils puissent être considérés comme une nécessité dans certains contextes où l'État a du mal à lutter contre la criminalité violente et où l'instabilité monte en flèche,<sup>34</sup> les groupes d'autodéfense ne sont pas la réponse aux marchés illicites non violents. La remise en question des affirmations selon lesquelles des marchés illicites spécifiques sont à l'origine de la violence, comme c'est le cas pour les affirmations concernant Yahoo Plus, doit faire l'objet d'une analyse approfondie afin de définir des réponses appropriées et d'éviter une aggravation de la violence.



Seyi Makinde, gouverneur de l'État d'Oyo, lors de la cérémonie de remise des diplômes du Corps Amotekun à Oyo Town.

*Photo: Seyi Makinde via Twitter*



La ville d'Ibadan dans l'État d'Oyo, au Nigeria.

*Photo: Offerte*

## Notes

1. Hakeem Gbadamosi, *Amotekun boss orders crackdown on 'Yahoo Boys', ritualists in Ondo*, *Nigerian Tribune*, 14 février 2022, <https://tribuneonline.ng/amotekun-boss-orders-crackdown-on-yahoo-boys-ritualists-in-ondo>.
2. Kayode Awojobi, *Is that part of the mandate?*, *The Nation*, 4 janvier 2021, <https://thenationonline.net/amotekun-is-that-part-of-the-mandate>.
3. Dayo Johnson Akure, *Crime: Prosecute parents of 'Yahoo-boys' to stop their fraudulent, heinous activities* - Chairman Amotekun, S/West, *Vanguard*, 15 février 2022, <https://www.vanguardngr.com/2022/02/crime-prosecute-parents-of-yahoo-boys-to-stop-their-fraudulent-heinous-activities-chairman-amotekun-s-west>.
4. Sanya Agunbiade, *Yahoo: Oyo has highest rate of internet fraud in South-west - EFCC*, 25 juin 2019, <https://lailasnews.com/yahoo-oyo-has-highest-rate-of-internet-fraud-in-south-west-efcc>.
5. Wahab Adesina, *80% of our convictions cybercrime-related - EFCC*, *Vanguard*, 7 octobre 2021, <https://www.vanguardngr.com/2021/10/80-of-our-convictions-cybercrime-related-efcc-2>.
6. Temidayo Akinboyo, *Despite govt clampdown, 'Yahoo-Yahoo' thrives in Nigeria*, *Premium Times*, 3 mai 2021, <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/459089-analysis-despite-govt-clampdown-yahoo-yahoo-thrives-in-nigeria.html>.
7. Entretien avec des résidents et des agents de sécurité à Ibadan, mars-avril 2022.
8. Entretien avec un résident d'Ibadan, 13 avril 2022.
9. Pour une discussion plus approfondie sur Amotekun et les risques liés aux groupes anti-crime créés par l'État, voir Alexandre Bish, et al. *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/crime-illicit-markets-violence-instability-nigeria>.
10. Adeyemi Adepetun, *'Why cybercrime is at all-time high'*, *The Guardian Nigeria*, 20 avril 2022, <https://guardian.ng/technology/why-cybercrime-is-at-all-time-high>. Si l'attention internationale portée au Nigéria est généralement celle d'un auteur de cybercrimes, le pays en est également gravement affecté : en 2020, le Nigéria était classé au 16e rang des pays les plus touchés par la cybercriminalité dans les classements internationaux. Voir Deloitte, *Nigeria Cybersecurity Outlook 2022*, janvier 2022, <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/risk/Nigeria-Cybersecurity-Outlook-2022.pdf>.
11. En avril 2020, la Banque centrale du Nigeria (CBN) a publié un communiqué pour alerter le public sur une recrudescence de la cybercriminalité et sur le fait que « les cybercriminels profitent de l'actuelle pandémie «COVID-19» pour escroquer les citoyens, voler des informations sensibles ou obtenir un accès non autorisé aux ordinateurs ou aux appareils mobiles en utilisant diverses techniques ». Voir CBN, *Press release: Alert! Beware of COVID-19 cyber-attacks, fraud*, 6 avril 2020, <https://www.cbn.gov.ng/Out/2020/CCD/CBN%20Press%20release%20-%20COVID-19%20-%20Cyber%20Security.pdf>.
12. Adeyemi Adepetun, *'Why cybercrime is at all-time high'*, *The Guardian Nigeria*, 20 avril 2022, <https://guardian.ng/technology/why-cybercrime-is-at-all-time-high>.
13. Entretien avec un fonctionnaire de l'EFCC à Ibadan, 4 avril 2022 ; CBN, *Press release: Alert! Beware of COVID-19 cyber-attacks, fraud*, 6 avril 2020, <https://www.cbn.gov.ng/Out/2020/CCD/CBN%20Press%20release%20-%20COVID-19%20-%20Cyber%20Security.pdf>.
14. Un échantillon de personnes impliquées dans la cybercriminalité, interrogées au cours de cette recherche, ont toutes mentionné le chômage comme principale raison de leur implication dans la cybercriminalité. Entretien avec des individus impliqués dans la cybercriminalité à Ibadan, avril 2022.
15. Entretien avec une personne impliquée dans la cybercriminalité à Ibadan, 10 mars 2022.
16. Entretien avec une personne impliquée dans la cybercriminalité à Ibadan, le 18 mars 2022, par téléphone.
17. Entretien avec un agent des forces de l'ordre à Ibadan, le 6 avril 2022.
18. Richard Odusanya, *Youths, values and the get-rich-quick syndrome*, *The Nation*, 20 janvier 2022, <https://thenationonline.net/youths-values-and-the-get-rich-quick-syndrome>.
19. Entretien avec un agent des forces de l'ordre de l'État à Ibadan, le 6 avril 2022.
20. Plus récemment, le 16 mars 2022, quatre cybercriminels ont été condamnés à des peines de prison allant de six mois à un an à Ibadan. Voir EFCC, *EFCC Secures Four Cybercrime Convictions in Oyo*, 17 mars 2022, <https://www.efcc.gov.ng/news/7805-efcc-secures-four-cybercrime-convictions-in-oyo>. La principale mesure législative consiste en la loi sur l'interdiction de la cybercriminalité de 2015. Cette loi a été établie pour fournir un cadre juridique, réglementaire et institutionnel complet contre la cybercriminalité et pour protéger les infrastructures d'information nationales contre les cybermenaces, ainsi que pour promouvoir la cybersécurité et la protection des données, des systèmes informatiques et du droit à la vie privée. Les objectifs clés comprennent l'interdiction, la prévention, la détection, la poursuite et la punition des personnes reconnues coupables de cybercriminalité. Voir Nigeria Computer Emergency Response Team, *Cybercrimes (Prohibition, Prevention, Etc) Act, 2015*, [https://www.cert.gov.ng/ngcert/resources/CyberCrimeProhibition\\_Prevention\\_etc.Act2015.pdf](https://www.cert.gov.ng/ngcert/resources/CyberCrimeProhibition_Prevention_etc.Act2015.pdf).
21. Entretien avec un agent de sécurité à Ibadan, le 30 mai 2022, par téléphone.
22. Entretien avec un agent pénitentiaire à Ibadan, le 19 mars 2022.
23. Ibid.
24. En octobre 2021, les agents d'Amotekun ont arrêté un nombre non divulgué de Yahoo Boys et de ritualistes. Voir OSRC, *Amotekun arrests Yahoo boys, kidnappers, and ritualists in Ondo State*, 5 octobre 2021, <https://www.osrc.ng/amotekun-arrests-yahoo-boys-kidnappers-ritualists-in-ondo/posts/10716>.
25. Olugbenga Adanikin, *Insecurity: South-West Governors meet to launch 'new security architecture'*, 29 juillet 2019, International Centre for Investigative Reporting, <https://www.icirnigeria.org/insecurity-south-west-governors-meet-to-launch-new-security-architecture>.
26. Oluwaseun Akingboye, *Amotekun Blacklists Yahoo Yahoo boys, ritualists in Ondo*, *The Guardian Nigeria*, 15 février 2022, <https://guardian.ng/news/amotekun-blacklists-yahoo-yahoo-boys-ritualists-in-ondo>.
27. Hakeem Gbadamosi, *Amotekun boss orders crackdown on 'Yahoo Boys', ritualists In Ondo*, *Nigerian Tribune*, 14 février 2022, <https://tribuneonline.ng/amotekun-boss-orders-crackdown-on-yahoo-boys-ritualists-in-ondo>.
28. Zainab Suleiman Okino, *Yahoo plus : The new ubiquitous social disorder*, *Premium Times*, 2 février 2022, <https://www.premiumtimesng.com/opinion/509179-yahoo-plus-the-new-ubiquitous-social-disorder-by-zainab-suleiman-okino.html>.

29. Entretien avec une personne impliquée dans la cybercriminalité à Ibadan, le 18 mars 2022, par téléphone.
30. Entretien avec une personne impliquée dans la cybercriminalité à Ibadan, 10 mars 2022.
31. Entretien avec un agent pénitentiaire à Ibadan, le 19 mars 2022.
32. Alexandre Bish, et al, *The Crime Paradox: Illicit Markets, Violence and Instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/crime-illicit-markets-violence-instability-nigeria> ; Voir Thomas Abioye, 2022: *PDP rejects appointment of UI VC as returning officer of Osun guber election, calls for arrest of 'Asiri Eniba'*, *Amiloaded News*, 20 juin 2022, <https://amiloadednews.com/2022/06/2022-pdp-rejects-appointment-of-ui-vc-as-returning-officer-of-osun-guber-election-calls-for-arrest-of-asiri-eniba.html>.
33. Ibid.
34. International Crisis Group, *Managing Vigilantism in Nigeria : A Near-Term Necessity*, 21 avril 2022, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/308-managing-vigilantism-nigeria-near-term-necessity>.

Les bulletins de risque sont des productions régulières de nos observatoires régionaux, qui mobilisent des réseaux de la société civile pour fournir de nouvelles données, et contextualiser les tendances liées aux réseaux criminels organisés, au commerce illicite ainsi qu'aux réponses qu'y apportent les États. Si vous souhaitez vous abonner aux prochains numéros du bulletin de risque, inscrivez-vous ici ou bien envoyez un e-mail à l'adresse [Lyes.Tagziria@globalinitiative.net](mailto:Lyes.Tagziria@globalinitiative.net).

#### À PROPOS DE THE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 500 experts répartis à travers le monde. Global Initiative fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

[www.globalinitiative.net](http://www.globalinitiative.net)

Ce bulletin de risque est une production d'un projet de la GI-TOC soutenu par l'office allemand des Affaires étrangères. Les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de l'office des Affaires étrangères.

Soutenu par



Federal Foreign Office



**GLOBAL  
INITIATIVE**  
AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME